ALLIANCE DES FEMMES DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Portrait économique des femmes francophones et acadiennes : un levier stratégique pour le Canada

RAPPORT



Raymond Chabot Grant Thornton

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada
Canada

Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC)

Coordination du projet : Nfissa Hadji
Révisions : Soukaina Boutiyeb et Alexandra Lafontaine
Contribution à la rédaction : L'expressive
Mise en page et design du contenu : Chantal Lalonde Design
Impression : [i] impressions

Étude et recherche réalisées par

Raymond Chabot Grant Thornton

©Alliance des femmes de la francophonie canadienne, 2026
450, rue Rideau, bureau 302 Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
www.affc.ca

Nous remercions le gouvernement du Canada pour le soutien financier.

Financé par le gouvernement du Canada | Funded by the Government of Canada | Canada

ISBN Imprimé : 978-2-925539-32-2
ISBN numérique : 978-2-925539-33-9

Publication : Septembre 2026

TABLE DES MATIÈRES

Partie 1 : Introduction **1**

Partie 2 : Analyse comparative **9**

Portrait linguistique 10

Statut familial 13

Diversité chez les femmes francophones 14

Partie 3 : Diagnostic sur la participation économique des femmes francophones **19**

Éducation 20

Emploi 21

Revenus et équité salariale 26

Entrepreneuriat 32

Travail non rémunéré, charge mentale et bénévolat 35

Partie 4 : Diagnostic sur les apports et obstacles d'être francophone **39**

Apports liés au fait d'être une femme francophone 40

Obstacles liés au fait d'être une femme francophone 41

Piste d'amélioration de la situation économique des femmes francophones 48

Partie 5 : Constats, recommandations et conclusion **51**

Constats chiffrés 52

Recommandations 54

Conclusion 58

Partie 6 : Annexes **59**

PARTIE 1

Introduction



Mot de la présidence et de la direction générale



Nour Enayeh, présidente

Meneuses, bâtisseuses, gardiennes de la culture, innovatrices, entrepreneuses — les femmes font la force de nos communautés. L'apport des femmes francophones à l'économie du Canada, nous le constatons chaque jour dans notre réseau et nos collectivités, mais il est rarement reconnu. En fait, il nous manquait jusqu'ici les données probantes nécessaires pour en mesurer la valeur à l'échelle de la francophonie canadienne. Résolue à remédier à la situation, l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) a fait appel à l'expertise de Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) pour le quantifier.

Notre objectif était triple : évaluer la participation économique des femmes francophones; dégager les obstacles systémiques et structurels à leur progrès économique; et, enfin, produire des données quantitatives fiables, ventilées par région et selon plusieurs facteurs d'identité, dont le statut migratoire. L'entreprise s'est basée sur des microdonnées de Statistique Canada pour analyser et chiffrer l'impact économique des femmes francophones au Canada. Un sondage auprès des intéressées, réalisé en collaboration avec la firme de recherche marketing Léger, et des groupes de discussion sont venus compléter l'information.

C'est avec une immense fierté que nous vous présentons aujourd'hui le résultat, une étude historique qui rend visible la contribution vitale des femmes au développement économique du pays, intitulée ***Portrait économique des femmes francophones et acadiennes : un levier stratégique pour le Canada***.

Les chiffres qu'elle renferme sont très éloquents.

D’abord, soulignons la contribution annuelle des femmes francophones au produit intérieur brut (PIB) : 119 milliards de dollars. Cette contribution est encore plus importante quand on tient compte du travail invisible des femmes. En effet, selon les estimations très modestes avancées par les femmes elles-mêmes, elles accomplissent en moyenne 15,1 heures de travail non rémunéré chaque semaine. Ce travail, dont on chiffre la valeur à 34 milliards de dollars par année, n’est qu’un exemple des obstacles systémiques qu’elles doivent surmonter pour réaliser leur plein potentiel.

Le ***Portrait économique des femmes francophones et acadiennes : un levier stratégique pour le Canada*** va d’ailleurs bien au-delà des chiffres afin d’explorer plusieurs facettes du quotidien qui alourdissent la charge invisible des femmes francophones et freinent leurs ambitions.

Ce portrait sans précédent a été rendu possible grâce au soutien financier du gouvernement du Canada. Il reste à y donner suite puisqu’il n’est, bien sûr, qu’un point de départ. « Chez nous, la force est du côté des femmes », affirmait Yvette Naubert. Pour que cette force se déploie pleinement, nous travaillerons à concrétiser les 14 recommandations qui closent le document. Nous comptons sur chacune et chacun de vous pour contribuer à ce travail. Car amplifier l’impact économique des femmes, c’est bâtir un Canada encore plus fort et plus inclusif pour tout le monde.

Nour Enayeh, présidente
Alliance des femmes de la francophonie canadienne

Soukaina Boutiyeb, directrice générale



Soukaina Boutiyeb, directrice générale

Il existe peu de données concernant la contribution économique des femmes francophones au Canada

CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Les femmes francophones vivant en situation minoritaire au Canada jouent un rôle essentiel dans la vitalité économique, sociale et culturelle de leurs communautés. Pourtant, leur contribution demeure largement sous-estimée et souvent invisible dans les données officielles.

Les instituts statistiques gouvernementaux, bien qu'ils produisent des portraits globaux du marché du travail, ne tiennent pas compte de la complexité des identités croisées. Très peu de données sont en effet désagrégées selon des variables telles que la langue, le genre, l'origine ethnique, le statut migratoire ou l'appartenance à une minorité visible.

Cette absence de données probantes empêche une compréhension fine des réalités vécues par ces femmes et limite la capacité des décideurs à concevoir des politiques publiques véritablement inclusives. Elle freine également les efforts de recherche et de sensibilisation, notamment dans les milieux politiques où les chiffres sont souvent nécessaires pour justifier l'action.

Dans un contexte économique canadien en mutation, il devient crucial de mieux comprendre comment ces femmes sont affectées et comment elles contribuent à la résilience de leurs communautés. Qu'elles soient immigrantes, autochtones, racisées, jeunes, aînées, en situation de handicap ou qu'elles vivent dans des régions éloignées, elles sont confrontées à des obstacles systémiques qui freinent leur pleine participation économique.

Par exemple, selon le Recensement de 2021, les femmes immigrantes récentes affichaient un taux de participation à l'emploi de 61,2 %, comparativement à 76,4 % chez les femmes nées au Canada, et un revenu médian après impôt inférieur de 10 000 $. Bien que ces données ne soient pas désagrégées par langue, elles illustrent des inégalités structurelles qui peuvent également toucher les femmes francophones vivant en contexte minoritaire, particulièrement lorsqu'elles cumulent plusieurs facteurs de discrimination.

Pour répondre à ces enjeux, il est impératif de produire des données robustes, non seulement pour alimenter la recherche, mais aussi pour appuyer des démarches de sensibilisation et d'élaboration de politiques publiques plus équitables.

L’AFFC souhaite ainsi mieux comprendre la participation des femmes francophones à l’économie canadienne

MANDAT ET OBJECTIFS

Mandat

Dans ce contexte, l’Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC) a mandaté Raymond Chabot Grant Thornton (RCGT) pour l’accompagner dans la réalisation d’une étude rigoureuse et intersectionnelle visant à analyser l’impact économique des femmes francophones au Canada.

Objectifs

Les objectifs de l’étude sont les suivants :

- Évaluer la participation des femmes francophones dans les différents secteurs économiques, à l’échelle nationale et provinciale, en appliquant l’approche de l’analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus);
- Identifier les obstacles systémiques et structurels qui freinent leur accès, leur maintien et leur progression économique;
- Produire des données quantitatives fiables, désagrégées et représentatives, afin d’éclairer les politiques publiques, les initiatives communautaires et les stratégies entrepreneuriales.

En documentant et quantifiant ces réalités, l’étude contribuera à une relance économique plus inclusive, équitable et durable, tout en valorisant la diversité des parcours et des contributions des femmes francophones à travers le pays.

Portée de l’étude

Les analyses portent sur les femmes francophones en situation minoritaire au Canada, donc à l’extérieur du Québec.

Pour le portrait des femmes francophones, qui se base sur les données du recensement de Statistique Canada, la définition de francophone fournie par l’AFFC se veut inclusive et inclut :

- les personnes qui comprennent uniquement le français et;
- les personnes qui comprennent à la fois le français et l’anglais.

Pour le sondage mené auprès des femmes francophones, la définition est plus restrictive. Elle englobe les personnes dont la langue maternelle est le français, de même que les personnes pour lesquelles la langue maternelle n’est ni le français ni l’anglais, mais qui ont une bonne connaissance du français comme langue officielle et qui utilisent le français à la maison. Cette définition s’appuie sur la définition inclusive des francophones, utilisée notamment par l’Ontario.

Par conséquent, l’échantillon du sondage repose sur une définition des femmes francophones plus restrictive que celle utilisée par l’AFFC. Cette approche méthodologique vise un ciblage plus précis de l’usage du français dans la vie de tous les jours, au travail, ou à la maison, mais entraîne une population sondée plus restreinte.

La méthodologie combine une analyse de données secondaires et primaires (sondage)

SOURCES DE DONNÉES

Sources	Descriptions	Principales données analysées
Microdonnées du recensement de Statistique Canada	L'étude s'appuie sur les microdonnées du Recensement de la population de Statistique Canada, accessibles par le biais des fichiers de données anonymisées à grande diffusion : • Dresser un portrait sociodémographique des femmes francophones selon les provinces et territoires; • Évaluer leur participation au marché du travail, leur niveau de scolarité, leur revenu et leur secteur d'activité; • Comparer les indicateurs économiques entre les femmes francophones et les autres groupes linguistiques.	• Statut linguistique; • Groupes minoritaires; • Type de ménage; • Niveau de scolarité; • Secteur d'activité d'emploi; • Catégorie de travailleurs; • Revenu.
Sondage en collaboration avec Léger auprès des femmes francophones canadiennes et acadiennes	Un sondage a été réalisé en collaboration avec Léger, firme spécialisée en recherche marketing et sociale. Ce sondage visait à : • recueillir les perceptions des femmes francophones sur leur situation économique, leurs défis et leurs aspirations; • identifier les obstacles à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à la progression professionnelle; • documenter les besoins en matière de formation, de conciliation travail-famille et de soutien institutionnel.	• Revenu et statut professionnel; • Entrepreneuriat; • Apport de la langue française; • Travail non rémunéré; • Types de soutien à prioriser pour l'amélioration de la situation économique des femmes francophones.
Groupes de discussion	En complément des résultats du sondage, trois groupes de discussion ont permis de capter l'expérience individuelle de 17 femmes francophones canadiennes : • Les groupes de discussion se sont tenus dans la semaine du 12 janvier 2026; • Les femmes francophones canadiennes sélectionnées pour le panel visaient à capter plusieurs profils et à maximiser la participation des femmes issues de la diversité (minorité visible, minorité de genre, immigrantes, en région rurale, etc.). Les constats des groupes de discussion sont présentés en annexes et intégrés à travers les différentes analyses du sondage, à titre complémentaire.	• Apport et impact de la langue française; • Emplois en santé, en éducation et en administration publique; • Travail non rémunéré, charge mentale et implication communautaire; • Femmes francophones en affaires et en entrepreneuriat; • Diversité, immigration et francophonie; • Équité salariale et pouvoir d'achat.

633 femmes francophones ont répondu au sondage lancé par la firme Léger

PRÉSENTATION DU SONDAGE

Dans le cadre du sondage mené par Léger, le questionnaire a été diffusé en ligne auprès d'un échantillon de femmes francophones âgées de 18 ans et plus et réparties dans l'ensemble des provinces et territoires, à l'exception du Québec. Les répondantes proviennent de deux sources distinctes :

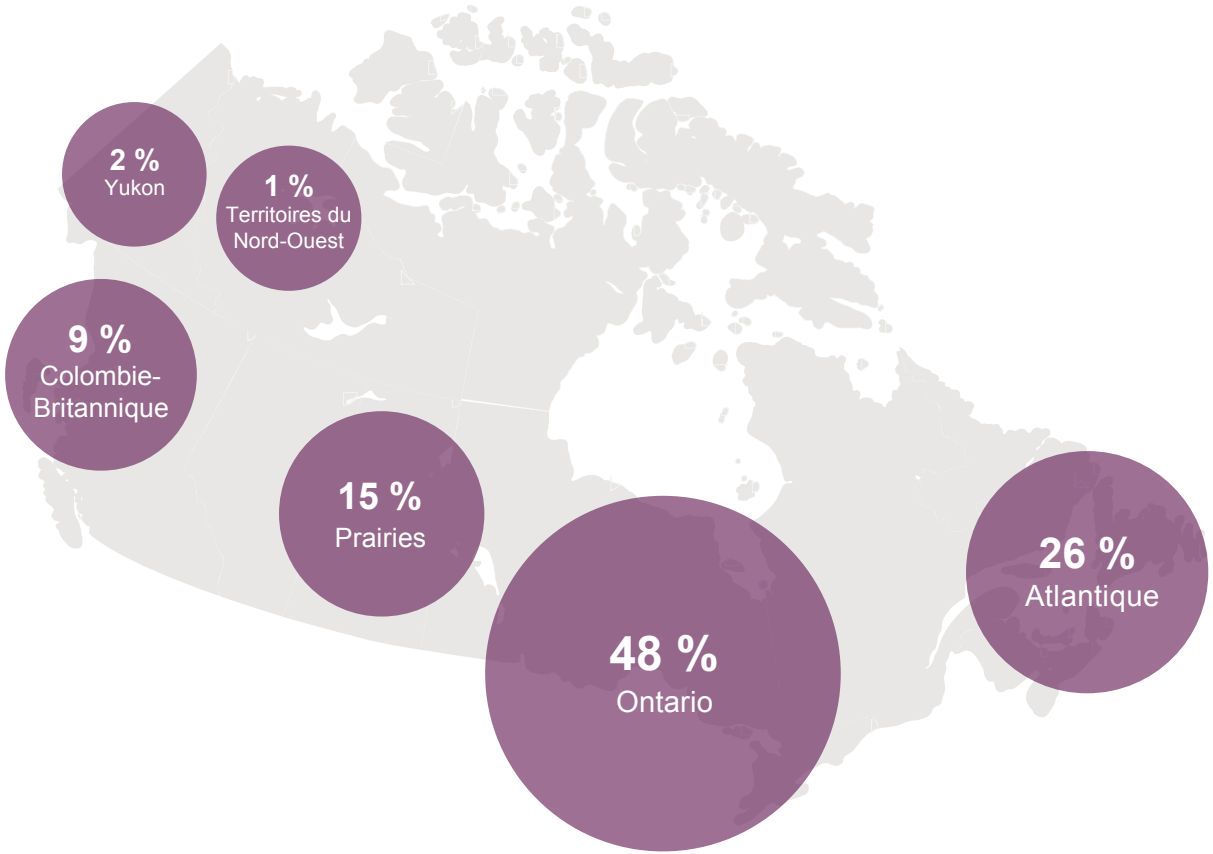
- Les répondantes inscrites aux différents panels de Léger;
- Un échantillon de femmes dont les contacts ont été fournis par l'AFFC.

Le profil sociodémographique des répondantes fourni par l'AFFC est différent de celui des répondantes provenant du panel. Ces dernières sont plus jeunes, plus éduquées, ont plus tendance à avoir fait des études en sciences sociales, à habiter en milieu urbain, à être nées en dehors du Canada, à être arrivées plus récemment, à travailler dans le milieu communautaire, etc.

Les résultats ont été pondérés pour refléter la structure démographique de la population cible.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SONDÉES SELON LEUR PROVINCE OU LEUR TERRITOIRE DE RÉSIDENCE

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

PARTIE 2
Analyse comparative

Cette section présente un portrait sommaire de qui sont les femmes francophones en situation minoritaire selon leur profil linguistique, le ménage dans lequel elles vivent et leur appartenance à la diversité. Plus précisément, la section se décline ainsi :

- **Portrait linguistique :** Portrait des femmes francophones canadiennes selon le statut linguistique
- **Types de ménage :** Répartition des femmes francophones selon le type de ménage dans lequel elles évoluent
- **Diversité :** Portrait des femmes issues des minorités visibles, de l'immigration et ayant une identité autochtone, portrait des femmes appartenant à la diversité sexuelle et de genre, et ayant des limitations à l'emploi



La majorité des femmes francophones canadiennes en situation minoritaire connaissent également l'anglais

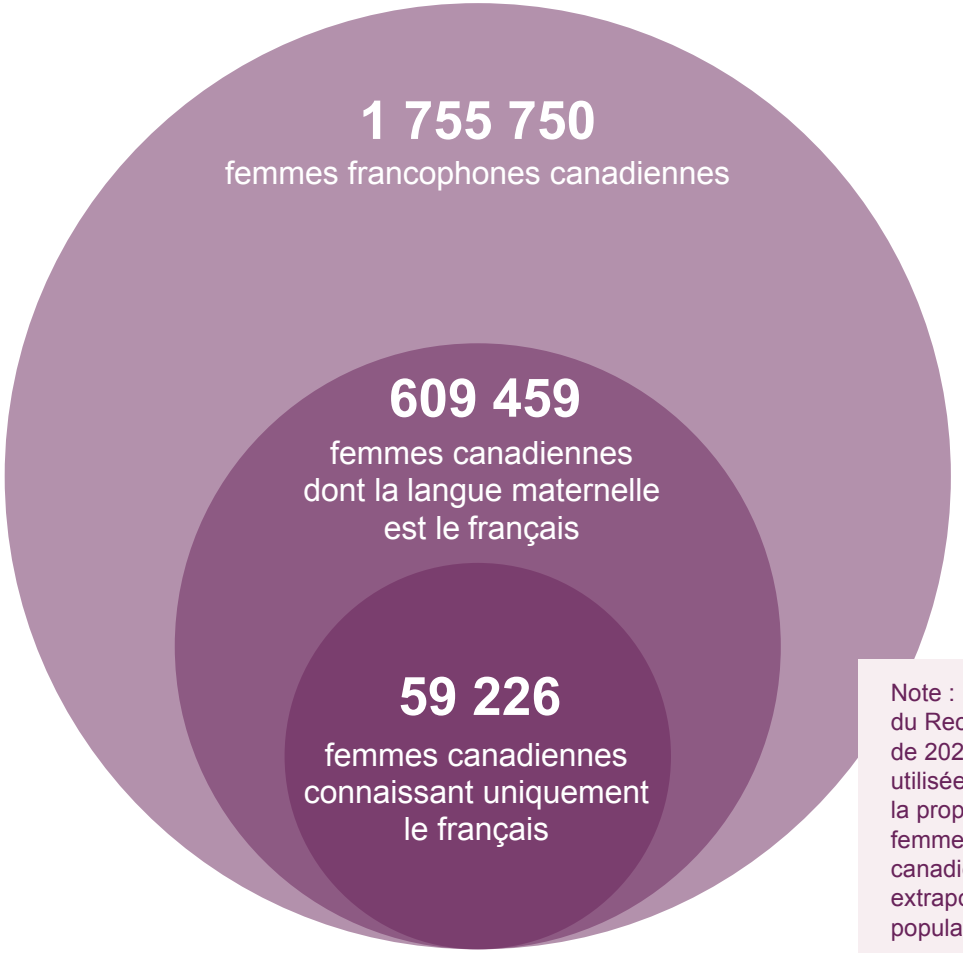
PORTRAIT DES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES SELON LE STATUT LINGUISTIQUE

Parmi les femmes francophones canadiennes vivant en situation de minorité, qui représentent plus de 1,7 million de personnes, 35 % ont le français comme langue maternelle. Ce sous-groupe est donc estimé à près de 610 000 personnes.

Par ailleurs, seulement 3,4 % des femmes francophones canadiennes en situation minoritaire connaissent exclusivement le français comme langue officielle, soit un peu plus de 59 000 personnes.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE STATUT LINGUISTIQUE

Canada minoritaire, 2025, en nombre



Note : Les données du Recensement de 2021 ont été utilisées pour mesurer la proportion des femmes francophones canadiennes, puis extrapolées à la population de 2025.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Les femmes francophones du Canada en situation minoritaire sont estimées à près de 1,8 M, soit 5,4 % de la population

PORTRAIT SOMMAIRE DES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES

Pour une population canadienne de 41,3 millions de personnes en 2025, les provinces et territoires hors Québec, comptent 32,2 millions de personnes. Les femmes francophones canadiennes en situation minoritaire représenteraient ainsi 5,4 % de la population.

Celles-ci résident principalement en Ontario (50,3 %). Toutefois, la région qui affiche la plus forte proportion de femmes francophones est l'Atlantique, avec 10,6 % de sa population totale et 20,7 % des femmes. Ceci s'explique notamment par une communauté francophone importante au Nouveau Brunswick.

Globalement, parmi les femmes canadiennes en situation minoritaire, 10,7 % sont francophones.

NOMBRE DE FEMMES FRANCOPHONES SELON LA RÉGION

Canada minoritaire, 2025, en nombre, en %

Régions	Nombre de femmes francophones	Répartition des femmes francophones	Proportion des femmes francophones dans la population	Proportion des femmes qui sont francophones
Atlantique	282 637	8,5 %	10,6 %	20,7 %
Ontario	985 066	50,3 %	6,1 %	12,1 %
Prairies	270 751	23,2 %	3,6 %	7,0 %
Colombie-Britannique	210 222	17,6 %	3,7 %	7,3 %
Nord du Canada	7 073	0,4 %	5,3 %	10,6 %
Total	**1 755 750**	**100,0 %**	**5,4 %**	**10,7 %**

Note : Les données du Recensement de 2021 ont été utilisées pour mesurer la proportion des femmes francophones canadiennes, puis extrapolées à la population de 2025.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

La proportion de femmes francophones connaissant uniquement le français est la plus élevée dans l'Atlantique

PORTRAIT DES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES SELON LE STATUT LINGUISTIQUE

Dans le Canada minoritaire, les femmes francophones ayant le français comme langue maternelle représentent 3,7 % de la population féminine, soit plus de 609 400 personnes, avec une concentration marquée dans les provinces de l'Atlantique où elles atteignent 11,8 %. À l'opposé, le territoire des Prairies affiche la proportion la plus faible de femmes francophones dans sa population, soit 7,0 %.

La proportion de femmes francophones ayant une autre langue maternelle que le français est de 7,0 %. À l'inverse, la proportion de femmes francophones connaissant uniquement le français est de 0,4 %.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE STATUT LINGUISTIQUE

Canada minoritaire, 2025, en nombre, en % de la population

Régions	Nombre			Proportion de la population		
	Femmes francophones	Femmes francophones dont le français est la langue maternelle	Femmes qui connaissent uniquement le français	Femmes francophones	Femmes francophones dont le français est la langue maternelle	Femmes qui connaissent uniquement le français
Atlantique	282 637	161 168	35 186	20,7 %	11,8 %	2,6 %
Ontario	985 066	329 512	22 176	12,1 %	4,0 %	0,3 %
Prairies	270 751	76 566	1 565	7,0 %	2,0 %	0,0 %
Colombie-Britannique	210 222	39 870	256	7,3 %	1,4 %	0,0 %
Nord du Canada	7 073	2 344	43	10,6 %	3,5 %	0,1 %
Total	**1 755 750**	**609 459**	**59 226**	**10,7 %**	**3,7 %**	**0,4 %**

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

La proportion de femmes francophones vivant en couple est supérieure à celle observée dans l'ensemble de la population

TYPE DE MÉNAGE

Les femmes francophones en situation minoritaire sont majoritairement dans un ménage d'un couple avec enfant, représentant plus de 862 100 femmes (49,1 %). Cette proportion demeure légèrement inférieure à celle observée dans l'ensemble de la population, qui est plutôt de 43,6 %. À titre comparatif, pour les femmes anglophones, la proportion de ménages de couples avec enfants est de 42,8 %.

Les ménages de couples sans enfant représentent environ 362 200 femmes francophones (20,6 %), ce qui est légèrement inférieur à la moyenne nationale de 21,8 %.

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE TYPE DE MÉNAGE

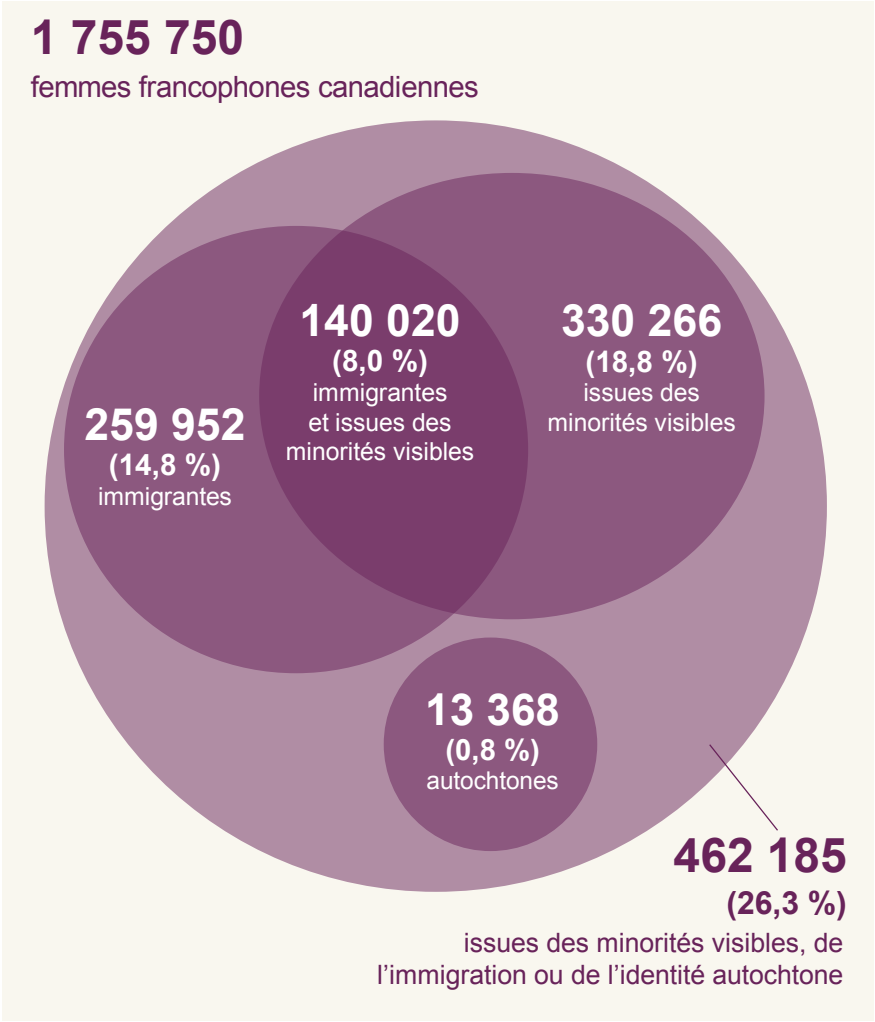
Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Types de ménage	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population		Nombre de femmes francophones
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Personne seule	11,6 %	11,3 %	12,5 %	11,0 %	11,8 %	10,2 %	203 769
Colocation	6,5 %	7,7 %	8,2 %	9,0 %	10,0 %	11,0 %	114 393
Couple sans enfant	20,6 %	22,5 %	22,6 %	22,9 %	21,8 %	22,4 %	362 244
Couple avec enfant	49,1 %	49,3 %	42,8 %	46,3 %	43,6 %	46,9 %	862 131
Famille monoparentale	12,1 %	9,2 %	13,7 %	10,8 %	12,9 %	9,5 %	213 212
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**1 755 750**

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Près de 462 200 femmes francophones sont issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone

MINORITÉ VISIBLE, IMMIGRATION ET IDENTITÉ AUTOCHTONE



Les femmes francophones issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone ne représentent que 1,2 % de la population totale.

PORTRAIT DES FEMMES FRANCOPHONES ISSUES DES GROUPES MINORITAIRES

Canada minoritaire, 2025, en % de la population

Groupes minoritaires	Nombre	% des femmes	% de la population
Femmes francophones	1 755 750	10,7 %	5,4 %
Issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone	462 185	2,8 %	1,2 %
Issues de l'immigration	259 952	1,6 %	0,7 %
Issues des minorités visibles	330 266	2,0 %	0,9 %
Issues à la fois de l'immigration et des minorités visibles	140 020	0,9 %	0,4 %
Issues de l'identité autochtone	13 368	0,1 %	0,0 %

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Chez les femmes francophones, une proportion plus faible de femmes appartenant aux minorités visibles, issues de l'immigration ou s'identifiant comme autochtones

MINORITÉ VISIBLE, IMMIGRATION ET IDENTITÉ AUTOCHTONE

Parmi un peu plus de 462 100 femmes francophones issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone, plus de 307 100 résident en Ontario.

La proportion de femmes issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone est plus faible chez les femmes francophones que pour l'ensemble de la population féminine, avec des proportions respectives de 26,4 % contre 40,8 %.

La proportion de femmes francophones issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone varie fortement selon les régions. Par exemple, l'Atlantique enregistre seulement une proportion de 7,7 %, tandis que la Colombie-Britannique présente une diversité beaucoup plus marquée, avec 32,4 % des femmes francophones appartenant à un groupe minoritaire.

POPULATION ISSUE DES MINORITÉS VISIBLES, DE L'IMMIGRATION OU DE L'IDENTITÉ AUTOCHTONE

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre de femmes francophones

Régions	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population		Nombre de femmes francophones
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Atlantique	7,7 %	7,8 %	8,1 %	8,5 %	11,9 %	12,6 %	21 783
Ontario	31,2 %	31,4 %	28,0 %	27,9 %	45,6 %	44,8 %	307 105
Prairies	23,7 %	24,8 %	21,4 %	21,4 %	36,0 %	35,1 %	64 166
Colombie-Britannique	32,4 %	33,7 %	26,5 %	26,7 %	47,1 %	45,4 %	67 695
Nord du Canada	20,8 %	17,1 %	32,3 %	28,2 %	33,0 %	28,8 %	1 436
Total	**26,4 %**	**26,6 %**	**24,2 %**	**24,2 %**	**40,8 %**	**39,9 %**	**462 185**

La prochaine page présente la répartition de la population issue des minorités visibles, de l'immigration et de l'identité autochtone.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Les plus grandes proportions de femmes francophones immigrantes se trouvent en Colombie-Britannique

MINORITÉ VISIBLE, IMMIGRATION ET IDENTITÉ AUTOCHTONE

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE STATUT D'IMMIGRATION, DE MINORITÉ VISIBLE OU D'IDENTITÉ AUTOCHTONE

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Régions	Statut d'immigration, de minorité visible ou d'identité autochtone	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population		Nombre de femmes francophones
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Atlantique	Immigrantes	4,8 %	5,2 %	3,5 %	3,9 %	7,3 %	8,1 %	13 069
	Issues des minorités visibles	3,5 %	3,8 %	3,3 %	3,6 %	5,3 %	5,9 %	10 009
	Autochtones	0,9 %	0,7 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2 428
Ontario	Immigrantes	17,6 %	18,3 %	14,5 %	13,7 %	33,4 %	32,0 %	169 654
	Issues des minorités visibles	23,5 %	23,4 %	21,2 %	21,4 %	34,1 %	33,9 %	231 095
	Autochtones	0,6 %	0,6 %	1,5 %	1,4 %	1,1 %	1,1 %	5 502
Prairies	Immigrantes	13,9 %	15,5 %	8,1 %	8,2 %	22,8 %	22,0 %	36 693
	Issues des minorités visibles	17,6 %	18,0 %	11,8 %	12,4 %	23,9 %	23,7 %	47 857
	Autochtones	1,1 %	1,1 %	6,3 %	5,7 %	5,6 %	5,2 %	2 837
Colombie-Britannique	Immigrantes	19,7 %	22,3 %	12,4 %	12,2 %	33,5 %	31,1 %	39 800
	Issues des minorités visibles	19,7 %	19,3 %	15,7 %	15,9 %	35,0 %	33,2 %	40 909
	Autochtones	1,1 %	0,7 %	3,8 %	3,7 %	2,8 %	2,7 %	2 303
Nord du Canada	Immigrantes	12,7 %	7,2 %	4,0 %	4,0 %	9,7 %	7,8 %	737
	Issues des minorités visibles	6,0 %	9,9 %	4,6 %	5,1 %	6,3 %	5,3 %	397
	Autochtones	4,2 %	0,8 %	23,0 %	18,9 %	18,7 %	16,5 %	
Total	Immigrantes	15,2 %	16,1 %	11,4 %	11,1 %	28,7 %	27,3 %	259 952
	Issues des minorités visibles	18,9 %	18,8 %	16,1 %	16,5 %	29,4 %	28,9 %	330 266
	Autochtones	0,8 %	0,7 %	3,2 %	3,0 %	2,6 %	2,5 %	13 368

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

La Colombie-Britannique se distingue par sa forte proportion de femmes appartenant à la communauté 2ELGBTQIA+

DIVERSITÉ SEXUELLE ET DE GENRE

5,4 % des femmes francophones sondées déclarent appartenir à la communauté 2ELGBTQIA+. Cette proportion varie sensiblement selon les régions.

La Colombie-Britannique se distingue avec la part la plus élevée, soit 11,1 %, représentant plus du double de la moyenne nationale. À l'inverse, la région de l'Atlantique affiche la proportion la plus faible, à 3,2 %.

Ces écarts régionaux suggèrent des dynamiques territoriales différenciées quant à l'identification à la communauté 2ELGBTQIA+ chez les femmes francophones.

PROPORTION DES FEMMES FRANCOPHONES APPARTENANT À LA COMMUNAUTÉ 2ELGBTQIA+

Canada minoritaire, 2025, en %, n=628

Régions	Membres de la communauté 2ELGBTQIA+
Atlantique	3,2 %
Ontario	5,6 %
Prairies	5,2 %
Colombie-Britannique	11,1 %
Nord du Canada	5,4 %
Total	**5,4 %**

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

18 % des femmes francophones déclarent des limitations à l’emploi, avec une proportion plus élevée dans les Prairies

LIMITATIONS À L’EMPLOI

18,2 % des femmes francophones sondées déclarent une ou plusieurs limitations qui influencent leur vie quotidienne ou leur parcours professionnel, tels que des limitations physiques, sensorielles, cognitives, psychologiques ou liées à la santé mentale.

La région des Prairies présente la proportion la plus élevée à 23,7 %, suivie de l’Ontario à 19,7 % et de la Colombie-Britannique à 18,7 %. À l’inverse, la région de l’Atlantique se distingue par la proportion la plus faible, à 12,2 %, ce qui met en évidence des réalités régionales différenciées en matière de contraintes à la participation au marché du travail.

PROPORTION DES FEMMES FRANCOPHONES DISPOSANT DE LIMITATIONS À L’EMPLOI

Canada minoritaire, 2025, en %, n=620

Régions	Disposent de limitations à l’emploi
Atlantique	12,2 %
Ontario	19,7 %
Prairies	23,7 %
Colombie-Britannique	18,7 %
Nord du Canada	16,3 %
Total	**18,2 %**

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

PARTIE 3

Diagnostic sur la participation économique des femmes francophones

Cette section présente un portrait d'ensemble de la participation économique des femmes francophones vivant en situation linguistique minoritaire. Plus précisément, la section se décline ainsi :

- **Éducation :** Comparaison des femmes francophones avec le reste de la population concernant le plus haut niveau de scolarité atteint
- **Emploi :** Répartition des femmes francophones selon le statut professionnel, le secteur d'activité, la catégorie de travailleurs et l'ajout au PIB généré par l'emploi
- **Revenus et équité salariale :** Répartition des femmes francophones selon le revenu individuel et le revenu familial, et perception par rapport à l'équité salariale et au pouvoir d'achat
- **Entrepreneuriat :** Proportion d'entrepreneurs, principaux défis lors du lancement de l'entreprise et soutien obtenu.
- **Travail non rémunéré, charge mentale et bénévolat :** Portrait du travail non rémunéré, valeur du travail non rémunéré réalisé et impact du travail non rémunéré.



En tout, 44 % des femmes francophones détiennent un diplôme universitaire, tandis que 13 % n'en détiennent aucun

ÉDUCATION

La proportion de femmes francophone en situation linguistique minoritaire qui sont titulaires d'un diplôme universitaire est supérieure à celle des hommes. Parmi celles-ci, 44 % détiennent un diplôme universitaire, soit environ de 554 700 femmes. La Colombie-Britannique et le nord du Canada présentent les plus fortes proportions de femmes francophones titulaires d'un diplôme universitaire, tandis que l'Atlantique affiche la proportion la plus faible. À titre comparatif, 29 % des femmes anglophones hors Québec sont titulaires d'un diplôme universitaire.

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE PLUS HAUT NIVEAU DE SCOLARITÉ ATTEINT

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Régions	Plus haut diplôme obtenu	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population		
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Total
Atlantique	Sans diplôme	18,3 %	23,1 %	16,2 %	19,2 %	16,7 %	19,9 %	18,2 %
	Diplôme universitaire	32,5 %	23,1 %	24,3 %	18,4 %	25,3 %	19,5 %	22,5 %
Ontario	Sans diplôme	12,7 %	14,1 %	13,2 %	15,6 %	14,8 %	15,8 %	15,3 %
	Diplôme universitaire	45,4 %	39,3 %	30,2 %	25,5 %	33,7 %	30,3 %	32,0 %
Prairies	Sans diplôme	12,5 %	13,7 %	14,3 %	18,1 %	15,4 %	17,9 %	16,6 %
	Diplôme universitaire	45,4 %	33,7 %	27,2 %	20,5 %	30,1 %	24,1 %	27,1 %
Colombie-Britannique	Sans diplôme	10,4 %	10,7 %	11,6 %	14,5 %	12,7 %	14,3 %	13,5 %
	Diplôme universitaire	53,1 %	45,4 %	30,8 %	24,7 %	34,7 %	29,7 %	32,3 %
Nord du Canada	Sans diplôme	13,2 %	14,0 %	20,8 %	25,3 %	26,9 %	31,8 %	29,3 %
	Diplôme universitaire	56,1 %	33,7 %	27,8 %	17,1 %	26,0 %	15,6 %	20,8 %
Total	Sans diplôme	13,3 %	15,3 %	13,5 %	16,4 %	14,8 %	16,4 %	15,6 %
	Diplôme universitaire	44,2 %	36,3 %	29,0 %	23,4 %	32,3 %	27,8 %	30,1 %

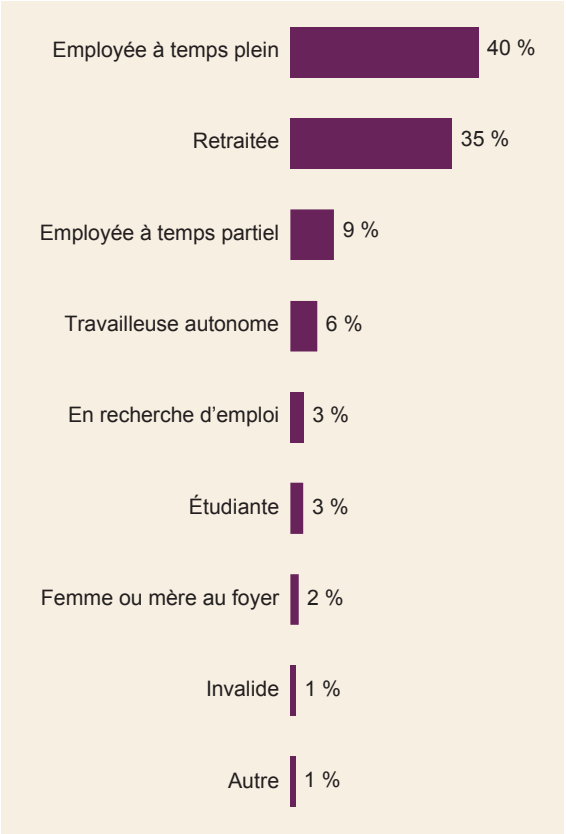
Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Une part importante des femmes autochtones et des membres 2LGBTQIA+ cumule plus de deux emplois

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE STATUT PROFESSIONNEL

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES PAR STATUT PROFESSIONNEL

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Parmi les femmes sondées en emploi :

13 %
des femmes francophones déclarent occuper deux emplois ou plus.

30 %
des mères monoparentales déclarent posséder deux emplois ou plus.

37 %
des femmes francophones autochtones déclarent posséder deux emplois ou plus, une proportion identique pour les membres de la communauté 2LEGTBQIA+.

Plus de la moitié (56 %) des femmes francophones sondées occupent un emploi. Plus précisément, 40 % travaillent à temps plein et 9 % à temps partiel. La proportion de retraitées est quant à elle de 35 %.

Parmi les femmes exerçant un emploi, 13 % déclarent occuper deux emplois ou plus. Cette proportion est nettement plus élevée chez les mères monoparentales, où 30 % de celles-ci cumulent au moins deux emplois. La situation est encore plus marquée chez les femmes francophones autochtones ainsi que chez les membres de la communauté 2LGBTQIA+, catégories pour lesquelles cette proportion atteint 37 % respectivement.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les femmes francophones du Canada en situation linguistique minoritaire sont surreprésentées dans certains secteurs

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les femmes francophones en situation minoritaire au Canada sont surtout présentes dans le secteur de la santé et assistance sociale (18,9 %), suivies des services d'enseignement (17,2 %). Elles se distinguent par une forte représentation dans l'administration publique (12,0 % contre 6,3 % pour l'ensemble des femmes), alors qu'elles sont moins nombreuses dans le secteur des activités primaires (1,6 %) et dans la fabrication, construction et services publics (4,4 %).

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ D'EMPLOI

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Note : Pour certaines catégories consolidées, le salaire moyen a été pondéré sur la base du nombre d'employés dans chacun des secteurs.

Secteurs d'activités	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population			Nombre de femmes francophones	Salaire horaire moyen (Canada)
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Total		
Activités primaires	1,6 %	5,0 %	2,4 %	6,4 %	2,1 %	5,5 %	3,9 %	28 616	41,06 $
Commerce	12,1 %	12,4 %	14,9 %	14,9 %	14,9 %	14,4 %	14,6 %	212 547	27,59 $
Administration publique	12,0 %	12,2 %	6,8 %	6,6 %	6,3 %	6,0 %	6,1 %	211 139	46,39 $
Fabrication, construction et services publics	4,4 %	18,1 %	6,5 %	25,3 %	7,1 %	24,8 %	16,2 %	77 278	37,32 $
Information et industrie culturelle, arts, spectacles, loisirs	5,0 %	5,2 %	4,1 %	4,7 %	3,7 %	4,3 %	4,0 %	87 640	34,20 $
Services d'enseignement	17,2 %	7,9 %	11,7 %	4,6 %	11,0 %	4,5 %	7,6 %	301 148	42,30 $
Soins de santé et assistance sociale	18,9 %	5,6 %	21,8 %	4,3 %	21,3 %	4,5 %	12,6 %	332 268	34,81 $
Finance et assurances	4,4 %	4,3 %	4,9 %	3,5 %	5,3 %	3,8 %	4,5 %	76 694	44,24 $
Services prof., scientifiques et techniques	8,0 %	10,3 %	7,5 %	8,3 %	7,8 %	8,9 %	8,4 %	141 037	48,60 $
Autres	16,4 %	19,0 %	19,4 %	21,5 %	20,6 %	23,3 %	22,0 %	287 382	26,09 $
Total	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**1 755 750**	**36,40 $**

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableaux 17-10-0005-01, 14-10-0064-01 et 14-10-0064-01), analyse RCGT.

Plusieurs facteurs expliquent la surreprésentation des femmes francophones dans certains secteurs

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Secteurs d'activités	Présence des femmes francophones	Explications	Salaire moyen au Canada (2025)	
			Femmes	Hommes
Administration publique	**Surreprésentées** • Femmes francophones : 12,0 % • Ensemble de la population : 6,1 %	• La maîtrise des deux langues officielles constitue un atout majeur et même financier en raison de l'obtention de primes à la langue, ce qui incite de nombreuses femmes francophones à s'orienter vers ces emplois; • Ce secteur d'activité offre des échelles salariales définies et des conditions intéressantes pour les femmes qui aspirent à un équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle.	44,68 $	48,14 $ (+7,7 %)
Fabrication, construction et services publics	**Sous-représentées** • Femmes francophones : 4,4 % • Ensemble de la population : 16,2 %	• Les secteurs non traditionnels (fabrication et métiers spécialisés) demeurent peu accessibles en raison de perceptions et de biais (moins prises au sérieux, accent, préjugés sur la maternité, etc.); • Certains de ces secteurs nécessitent également des études supérieures qui peuvent être difficiles d'accès en français.	33,82 $	38,28 $ (+13,2 %)
Services d'enseignement	**Surreprésentées** • Femmes francophones : 17,2 % • Ensemble de la population : 7,6 %	• Métiers traditionnellement féminins; • Emplois avec des échelles salariales définies, qui offrent des conditions intéressantes pour les femmes et où elles peuvent naturellement prendre leur place; • Le manque de places en garderies francophones constitue un obstacle majeur à la formation, à l'emploi et à la conciliation travail-famille. Cette situation peut inciter certaines femmes à se tourner vers des emplois en garderie ou en éducation, ces secteurs offrant généralement des horaires plus compatibles avec les responsabilités familiales. • Les nouvelles arrivantes francophones se font souvent montrer le chemin vers le domaine de l'éducation.	42,30 $	45,40 $ (+10,9 %)
Soins de santé et assistance sociale	**Surreprésentées** • Femmes francophones : 18,9 % • Ensemble de la population : 12,6 %	• Métiers traditionnellement féminins; • Emplois avec des échelles salariales définies, ce qui est généralement préféré par les femmes; • Les nouvelles arrivantes francophones se font souvent montrer le chemin vers le domaine de la santé.	34,81 $	36,99 $ (+7,8 %)
Ensemble des industries			**34,04 $**	**38,64 $**

Sources : Groupes de discussion avec les femmes francophones canadiennes, Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableaux 17-10-0005-01, 14-10-0064-01 et 14-10-0064-01), analyse RCGT.

Les femmes immigrantes sont surreprésentées dans certains domaines

SECTEUR D'ACTIVITÉS POUR LES FEMMES FRANCOPHONES IMMIGRANTES

La maîtrise de l'anglais constitue un facteur déterminant pour l'accès à un emploi qualifié, et cet enjeu est particulièrement marqué chez les immigrantes, qui peuvent faire face à des obstacles liés à la non-reconnaissance de leurs diplômes ainsi qu'à la discrimination associée à leur statut. Les femmes immigrantes francophones doivent ainsi fréquemment accepter des postes sous-qualifiés lors de leur arrivée, en raison d'une reconnaissance limitée de leurs compétences et de leurs qualifications acquises à l'étranger. Plusieurs témoignages indiquent que les nouvelles arrivantes francophones sont souvent orientées vers les secteurs de l'éducation ou de la santé, ce qui contribue à une surreprésentation des femmes immigrantes francophones dans des emplois moins rémunérés et moins valorisés, notamment dans les services de garde et certains domaines de l'éducation. Par ailleurs, les processus de reconnaissance des diplômes et des compétences varient fortement d'une province à l'autre, ce qui peut entraîner des démarches multiples ou, dans certains cas, empêcher l'exercice de professions réglementées telles que celles d'infirmière, d'enseignante ou de médecin.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Canada minoritaire, 2025, en % de la population

Secteurs d'activités	Immigrantes	Non-immigrantes	Ensemble de la population
Activités primaires	0,6 %	1,8 %	3,9 %
Commerce	10,2 %	12,5 %	14,6 %
Administration publique	9,6 %	12,5 %	6,1 %
Fabrication, construction et services publics	4,1 %	4,5 %	16,2 %
Information et industrie culturelle, et arts, spectacles et loisirs	3,8 %	5,2 %	4,0 %
Services d'enseignement	18,0 %	17,0 %	7,6 %
Soins de santé et assistance sociale	19,5 %	18,8 %	12,6 %
Finance et assurances	6,7 %	4,0 %	4,5 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	11,2 %	7,5 %	8,4 %
Autres	16,2 %	16,4 %	22,0 %
Total	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**

Les femmes francophones immigrantes sont moins représentées dans les secteurs suivants : commerce, administration publique, activités primaires, information, de la culture, des arts et des loisirs.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), Groupes de discussion avec les femmes francophones canadiennes, analyse RCGT.

La proportion de travailleurs autonomes est plus faible chez les femmes que chez les hommes

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LES CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES PAR CATÉGORIE DE TRAVAILLEUR

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Régions	Catégories de travailleurs	Francophones		Anglophones		Ensemble de la population	
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Atlantique	Employé	92,4 %	89,0 %	91,5 %	87,5 %	91,7 %	87,5 %
	Travailleur autonome	7,4 %	10,9 %	8,3 %	12,3 %	8,1 %	12,4 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,2 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %
Ontario	Employé	88,5 %	83,9 %	88,4 %	83,7 %	87,7 %	81,7 %
	Travailleur autonome	11,0 %	15,8 %	11,3 %	16,0 %	11,8 %	18,0 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,4 %	0,0 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %	0,3 %
Prairies	Employé	88,1 %	82,3 %	86,8 %	81,7 %	87,3 %	81,7 %
	Travailleur autonome	11,5 %	17,5 %	12,6 %	18,0 %	12,0 %	18,0 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,4 %	0,2 %	0,6 %	0,3 %	0,6 %	0,3 %
Colombie-Britannique	Employé	84,0 %	80,0 %	85,0 %	80,3 %	85,2 %	79,2 %
	Travailleur autonome	15,5 %	19,7 %	14,6 %	19,5 %	14,4 %	20,6 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,2 %	0,4 %	0,3 %
Nord du Canada	Employé	93,6 %	89,7 %	93,7 %	85,5 %	94,4 %	87,4 %
	Travailleur autonome	6,4 %	10,3 %	5,8 %	14,5 %	5,3 %	12,6 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,0 %	0,0 %	0,5 %	0,0 %	0,4 %	0,0 %
Total	Employé	88,5 %	84,0 %	87,7 %	83,0 %	87,5 %	81,7 %
	Travailleur autonome	11,1 %	15,7 %	11,8 %	16,8 %	12,0 %	18,0 %
	Travailleur familial non rémunéré	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %	0,3 %

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Les femmes francophones canadiennes représentées par l'AFFC génèrent 119 milliards$ de PIB

AJOUT AU PIB GÉNÉRÉ PAR LES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES

L'apport des femmes francophones canadiennes en situation linguistique minoritaire représente 4,0 % du produit intérieur brut total généré au Canada. Si leur répartition sectorielle était comparable à celle de l'ensemble de la population, leur contribution au PIB pourrait être accrue de 8,9 milliards $.

CALCUL DE L'APPORT AU PIB PAR LES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES

Ensemble du Canada, 2025

Secteurs d'activités	Emplois			PIB (2025)		
	Nombre total d'emplois au Canada	Nombre de femmes francophones canadiennes	Part des femmes francophones canadiennes	PIB canadien en $ enchainés de 2017	Estimation du PIB en $ de 2025	PIB généré par les femmes francophones
Activités primaires	716 854	14 329	2,0 %	166,9	210,1	4,2
Commerce	3 010 621	106 430	3,5 %	250,6	315,6	11,2
Administration publique	1 261 098	105 726	8,4 %	168,4	212,0	17,8
Fabrication, construction et services publics	3 348 535	38 696	1,2 %	417,1	525,2	6,1
Information et industrie culturelle, et arts, spectacles et loisirs	814 984	43 885	5,4 %	101,2	127,4	6,9
Services d'enseignement	1 566 834	150 797	9,6 %	123,7	155,8	15,0
Soins de santé et assistance sociale	2 628 245	166 380	6,3 %	191,4	241,1	15,3
Finance et assurances	882 392	38 404	4,4 %	179,4	225,9	9,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	1 676 267	70 623	4,2 %	168,6	212,3	8,9
Autres	4 390 338	143 903	3,3 %	571,9	720,1	23,6
Total	**20 296 167**	**879 172**	**4,3 %**	**2 339,1**	**2 945,4**	**118,7**

Les chiffres de PIB présentés constituent des estimations et ont été calculés à partir de la moyenne des données mensuelles de PIB désaisonnalisé au taux annuel, exprimées en dollars enchaînés de 2017. Ces estimations ont ensuite été indexées en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation (IPC) entre 2017 et 2025, afin d'obtenir des valeurs comparables en dollars courants. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, puisqu'ils reposent sur des traitements statistiques et des hypothèses de conversion et ne constituent pas des mesures officielles du PIB.

Sources : Statistique Canada (Recensement 2021, tableaux 17-10-0005-01, 36-10-0434-02 et 18-10-0005-01), analyse RCGT.

Le revenu médian des femmes francophones canadiennes est supérieur à celui des femmes de toute la population

REVENU PERSONNEL MÉDIAN

Les femmes francophones affichent un revenu médian supérieur à celui des femmes de l'ensemble de la population dans toutes les régions présentées. Au total, le revenu médian des femmes francophones atteint 42 000 $ (soit 50 339 $ en dollars indexés 2025), comparativement à 37 000 $ (44 346 $ indexés) pour l'ensemble des femmes. L'écart est particulièrement marqué dans le Nord du Canada (89 291 $ chez les femmes francophones contre 62 324 $ pour l'ensemble des femmes) et en Ontario (53 934 $ contre 44 346 $). Malgré cet avantage relatif par rapport à l'ensemble des femmes, les femmes francophones demeurent en dessous des hommes francophones dans chaque région.

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE REVENU MÉDIAN

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Les femmes francophones ont un revenu individuel médian 13,5 % supérieure à celui des femmes de l'ensemble de la population, mais 10,6 % inférieure à celui des hommes de l'ensemble de la population.

Régions	Francophones				Ensemble de la population					
	Femmes		Hommes		Femmes		Homme		Total	
	Revenu médian	Revenu indexé (2025)	Revenu médian	Revenu indexé (2025)	Revenu médian	Revenu indexé (2025)	Revenu médian	Revenu indexé (2025)	Revenu médian	Revenu indexé (2025)
Atlantique	36 000 $	43 147 $	43 000 $	51 537 $	34 000 $	40 750 $	42 000 $	50 339 $	38 000 $	45 545 $
Ontario	45 000 $	53 934 $	56 000 $	67 118 $	37 000 $	44 346 $	46 000 $	55 133 $	41 000 $	49 140 $
Prairies	42 000 $	50 339 $	56 000 $	67 118 $	38 000 $	45 545 $	50 000 $	59 927 $	43 000 $	51 537 $
Colombie-Britannique	39 000 $	46 743 $	50 000 $	59 927 $	36 000 $	43 147 $	47 000 $	56 331 $	41 000 $	49 140 $
Nord du Canada	74 500 $	89 291 $	85 000 $	101 876 $	52 000 $	62 324 $	54 000 $	64 721 $	53 000 $	63 523 $
Total	**42 000 $**	**50 339 $**	**52 000 $**	**62 324 $**	**37 000 $**	**44 346 $**	**47 000 $**	**56 331 $**	**41 000 $**	**49 140 $**

Note : Les revenus médians de 2020 ont été ajustés à 2025 selon l'évolution de l'IPC de Statistique Canada. Bien que cette méthode permette de comparer les montants en dollars constants, elle présente certaines limites. Par exemple, elle ne reflète pas les changements dans la structure des ménages ni les variations dans la répartition des revenus au fil du temps.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

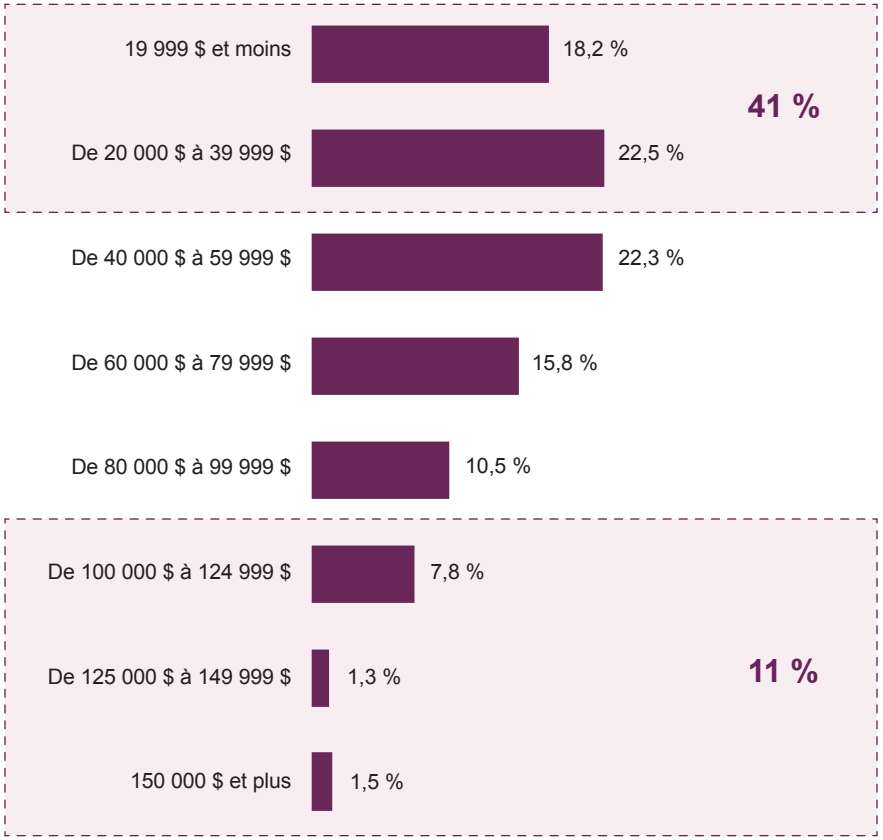
41 % des femmes francophones ont un revenu annuel inférieur à 40 k$, tandis que 11 % gagnent 100 k$ et plus

REVENU INDIVIDUEL

La majorité des femmes francophones sondées déclarent un revenu annuel individuel inférieur à 60 k$. Plus précisément, 41 % gagnent moins de 40 k$ par année, alors que seulement 11 % atteignent un revenu de 100 k$ et plus. La région de l'Atlantique se distingue par une importante proportion de femmes gagnant moins de 40 k$, soit 54 % de celles-ci. Les parts de femmes vivant seules et de mères monoparentales gagnant moins de 40 k$ sont également élevées, atteignant respectivement 50 % et 55 % de celles-ci. Plus de la moitié des femmes francophones autochtones se situent dans la tranche de revenu inférieure, ce qui est également le cas pour les femmes en situation de handicap. Enfin, parmi les femmes ne parlant pas anglais, plus de 70 % déclarent un revenu inférieur à 40 k$, comparativement à 36 % chez celles qui maîtrisent bien l'anglais, ce qui pourrait suggérer un désavantage économique associé à cette barrière linguistique.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LEUR REVENU ANNUEL INDIVIDUEL

Canada minoritaire, 2025, en %, n=548



Plus de 41 % des femmes francophones habitent dans un ménage gagnant 100 k$ et plus par année

REVENU FAMILIAL

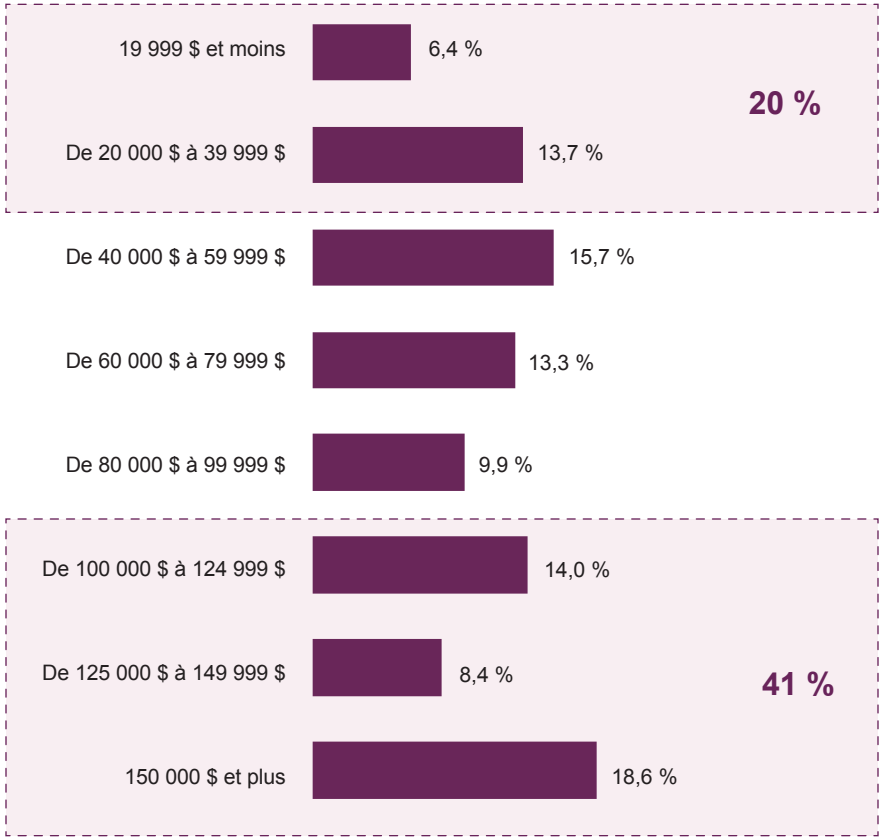
Une femme francophone sondée sur cinq vit dans un ménage dont le revenu est inférieur à 40 k$, tandis que 41 % des femmes habitent dans un ménage gagnant plus de 100 k$, dont 19 % dépassent 150 k$ par année. Certains écarts régionaux émergent dans les tranches de revenu supérieures. En Ontario, 24 % des femmes francophones vivent dans un ménage gagnant 150 k$ et plus, comparativement à 8 % pour la région de l'Atlantique. À l'opposé, les ménages à faible revenu sont surreprésentés parmi les femmes francophones appartenant à une minorité visible. 38 % des femmes issues d'une minorité visible habitent dans un ménage gagnant moins de 40 k$, comparativement à une proportion de 16 % pour celles n'appartenant pas à une minorité visible.

Note : Des données complémentaires portant sur le revenu et issues du dernier recensement de Statistique Canada (2021) sont présentées en annexes. Celles-ci se basent toutefois sur le revenu de 2020, indexé en dollars d'aujourd'hui.

Selon les données du recensement indexées en dollars de 2025, la proportion des femmes francophones vivant dans un ménage dont le revenu familial dépasse 120 000 $ était de 57,1 %, alors que dans l'ensemble de la population, cette proportion était de 47,3 %.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LEUR REVENU ANNUEL FAMILIAL

Canada minoritaire, 2025, en %, n=520



L’écart salarial entre hommes et femmes demeure perceptible

ÉQUITÉ SALARIALE ET POUVOIR D’ACHAT

Équité salariale

Sur le plan de l’équité salariale, les écarts de rémunération persistent entre les hommes et les femmes et s’accentuent lorsqu’il s’agit de femmes francophones ou immigrantes. Des situations rapportées montrent que certains hommes anglophones accèdent à des postes mieux rémunérés malgré une expérience moindre, alors que les responsabilités confiées aux femmes ne s’accompagnent pas toujours du titre ou de la rémunération correspondante.

De plus, lorsque des femmes s’organisent pour défendre leurs droits en milieu de travail, certaines mentionnent être perçues négativement ou subir des réactions défavorables. À cela s’ajoutent les biais liés aux accents, les femmes francophones étant parfois perçues comme moins compétentes, ce qui crée un double désavantage lié à la langue et au statut minoritaire. L’immigration et le manque de reconnaissance des diplômes sont également des éléments qui renforcent l’écart de rémunération.

Les expériences semblent également varier selon les milieux, certaines constatent que les secteurs communautaires francophones tendent à être plus équitables, contrairement à certains milieux privés où les désavantages sont plus marqués.

Parmi les pistes évoquées pour améliorer la situation, la divulgation transparente des échelles salariales apparaît comme une mesure jugée structurante.

Pouvoir d’achat

Le coût de la vie croissant accentue les difficultés, particulièrement dans les métiers féminisés.

Les femmes francophones choisissent en plus forte proportion des métiers qui sont moins bien payés, comme ceux en enseignement. Ainsi, comme le coût de la vie est plus cher aujourd’hui, ce sont ces femmes qui sont les plus touchées, notamment car leur revenu disponible augmente moins vite que pour des professions hautement rémunérées.

Principaux éléments à retenir

- L’écart salarial entre les hommes et les femmes demeure important et se révèle plus marqué pour les femmes francophones et immigrantes.
- La transparence salariale et la divulgation des échelles de rémunération représentent des leviers importants.
- Les femmes francophones sont surreprésentées dans des professions dont la progression salariale est plus faible, ce qui réduit leur capacité à absorber la hausse des prix.

Sources : Groupes de discussion auprès des femmes francophones canadiennes, analyse RCGT.

Dans l’ensemble du Canada, les hommes gagnent un salaire horaire moyen 13,5% plus élevé que les femmes

SALAIRE MOYEN SELON LE GENRE

Note : Les données présentées ne permettent pas de tenir compte du Répartition du salaire horaire par industrie, selon le genre statut linguistique des femmes, en raison de la disponibilité de celles-ci.

RÉPARTITION DU SALAIRE HORAIRE PAR INDUSTRIE, SELON LE GENRE

Canada, 2025, en $ de l’heure, en % d’écart

Industries	Salaire horaire moyen			Écart salarial (% de plus gagné par les hommes)
	Femmes	Hommes	Total	
Agriculture	24,61 $	26,41 $	25,79 $	7,3 %
Foresterie, pêche, mines, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	48,51 $	51,97 $	51,34 $	7,1 %
Services publics	53,25 $	56,76 $	55,90 $	6,6 %
Construction	34,72 $	38,40 $	37,86 $	10,6 %
Fabrication	31,94 $	36,45 $	35,21 $	14,1 %
Commerce de gros et de détail	24,88 $	30,05 $	27,59 $	20,8 %
Transport et entreposage	32,59 $	34,79 $	34,22 $	6,8 %
Finance, assurances, services immobiliers et de location	39,74 $	49,21 $	44,24 $	23,8 %
Services professionnels, scientifiques et techniques	42,93 $	52,92 $	48,60 $	23,3 %
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	27,93 $	29,13 $	28,65 $	4,3 %
Services d'enseignement	40,93 $	45,40 $	42,30 $	10,9 %
Soins de santé et assistance sociale	34,31 $	36,99 $	34,81 $	7,8 %
Information, culture et loisirs	31,38 $	36,69 $	34,20 $	16,9 %
Services d'hébergement et de restauration	20,51 $	21,61 $	20,98 $	5,4 %
Autres services (sauf les administrations publiques)	29,45 $	33,76 $	31,56 $	14,6 %
Administrations publiques	44,68 $	48,14 $	46,39 $	7,7 %
Total des employés, toutes les industries	**34,04 $**	**38,64 $**	**36,40 $**	**13,5 %**

Sources : Statistique Canada (tableau 14-10-0064-01), analyse RCGT.

40 % des femmes francophones canadiennes manifestent un intérêt pour l'entrepreneuriat

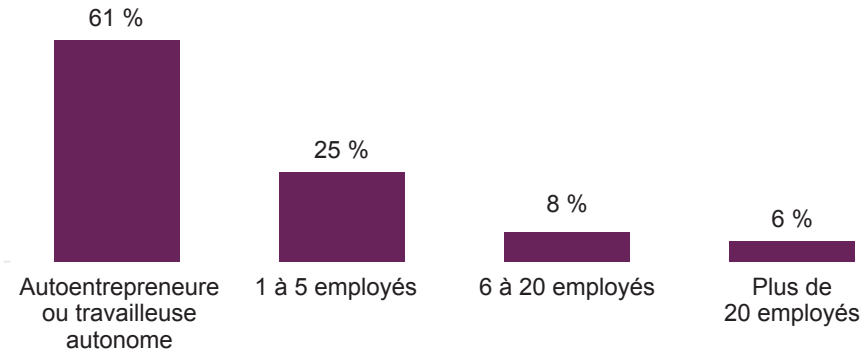
ENTREPRENEURIAT

16 %
des femmes francophones sondées ont déjà lancé leur entreprise. Pour la majorité d'entre elles (86 %), l'entreprise comptait moins de 5 employés.

24 %
des femmes francophones sondées ont déjà pensé à lancer leur entreprise.

RÉPARTITION DES ENTREPRISES LANCÉES PAR DES FEMMES FRANCOPHONES, PAR TAILLE

Canada minoritaire, 2025, en %, n=102



Parmi les femmes francophones cumulant deux emplois ou plus, près de la moitié d'entre elles (46 %) ont déjà envisagé de lancer leur propre entreprise, et 24 % en détiennent effectivement une.

Le désir de se lancer en entrepreneuriat est plus marqué chez les femmes francophones nées à l'extérieur du Canada, dont la proportion ayant déjà songé à créer une entreprise dépasse celle pour les femmes nées au pays, soit 43 % contre 19 %.

40 %
des femmes francophones canadiennes auraient la fibre entrepreneuriale.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les défis sont grands pour celles ne parlant pas l'anglais

PRINCIPAUX DÉFIS LORS DU LANCEMENT DE L'ENTREPRISE

87 %

des femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise ont fait face à au moins un défi, dont le principal était l'atteinte d'un équilibre vie personnelle-professionnelle.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE DÉFI RENCONTRÉ LORS DU LANCEMENT DE LEUR ENTREPRISE

Canada minoritaire, 2025, en %, n=102



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Une forte proportion de femmes francophones ayant déjà lancé une entreprise rapporte avoir fait face à au moins un défi majeur, le plus fréquemment mentionné étant la difficulté à atteindre un équilibre entre la vie personnelle et professionnelle. D'autres enjeux importants concernent la mise en marché et l'acquisition de clients, l'accès au financement ainsi que l'accès à l'information et à l'accompagnement entrepreneurial.

Par ailleurs, l'ensemble de ces défis est plus souvent rapporté par les femmes ne parlant pas l'anglais, comparativement à celles qui le maîtrisent, ce qui met en évidence le rôle central de la barrière linguistique dans le processus entrepreneurial. La maîtrise limitée de l'anglais peut restreindre l'accès aux formations, aux ressources et aux réseaux d'affaires, souvent offerts principalement dans cette langue, et contribuer à une participation plus faible à certaines activités de soutien entrepreneurial, illustrant ainsi l'ampleur des obstacles rencontrés par les femmes francophones entrepreneures.

Également, dans de nombreuses communautés, le marché francophone à lui seul ne permet pas aux entrepreneurs francophones de générer des revenus suffisants pour assurer la viabilité de leur entreprise. Par conséquent, ces entrepreneurs sont contraints d'offrir leurs produits ou services en anglais et de s'adresser à une clientèle anglophone afin de maintenir leurs activités et d'assurer leur survie économique.

Finalement, les femmes francophones ayant des enfants ont rencontré davantage de défis lors du lancement de leur entreprise que pour les femmes francophones sans enfant, ce qui pourrait suggérer une conciliation plus complexe entre les responsabilités familiales et le parcours entrepreneurial.

Plus du quart des femmes francophones ayant lancé leur entreprise ont bénéficié d'une source de soutien

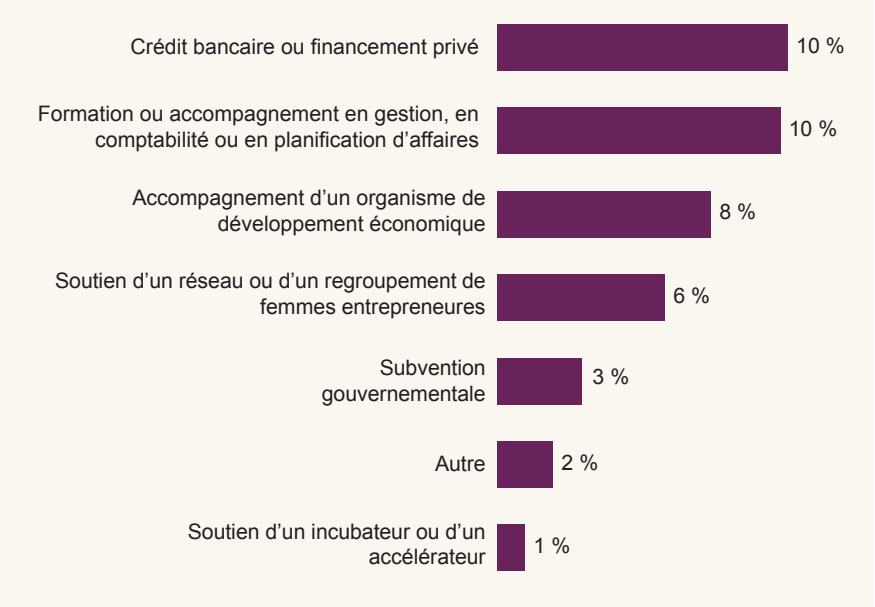
SOURCES DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT

27 %

des femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise ont eu recours à au moins une source de soutien.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE SOUTIEN OBTENU POUR LE DÉMARRAGE DE LEUR ENTREPRISE

Canada minoritaire, 2025, en %, n=102



Le crédit bancaire ou le financement privé constitue la principale forme de soutien obtenu par les femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise. Les formations ou accompagnements en gestion, en comptabilité ou en planification d'affaires arrivent au second rang, chacun étant mentionné par environ 10 % des répondantes.

La proportion de femmes francophones ayant eu recours à une source de soutien est plus élevée chez celles détenant un diplôme universitaire, représentant 39 % des entrepreneures de ce groupe. Ces femmes universitaires semblent connaître davantage ces ressources et sont donc plus susceptibles de les utiliser.

À l'inverse, le recours à une source de soutien est moins fréquent chez les femmes ne maîtrisant pas l'anglais, ce qui pourrait suggérer un accès plus limité aux mécanismes d'accompagnement. Plus précisément, les difficultés à exprimer clairement des notions financières et comptables en anglais allongent les démarches auprès des institutions financières, et certaines entrepreneures mentionnent se sentir moins prises au sérieux en raison de leur accent. Ces obstacles linguistiques contribuent à expliquer le moindre recours au soutien formel parmi les femmes francophones moins à l'aise en anglais.

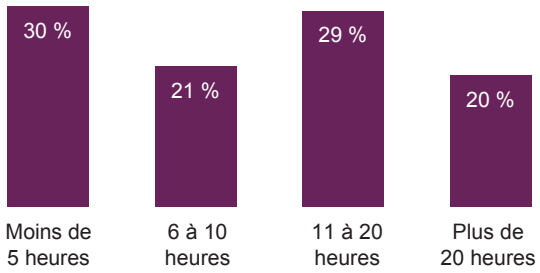
Une femme francophone sur cinq déclare consacrer plus de 20 heures par semaine au travail non rémunéré

PORTRAIT DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ

15,1 heures
de travail non rémunéré sont réalisées en moyenne par les femmes francophones chaque semaine.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LE NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ RÉALISÉ CHAQUE SEMAINE

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Note : le travail non rémunéré inclut les soins, le bénévolat et les tâches domestiques.

Près de la moitié des femmes francophones sondées déclarent effectuer plus de 10 heures de travail non rémunéré par semaine, dont 20 % y consacrent plus de 20 heures. Les groupes de discussion indiquent également que le nombre réel d'heures pourrait être plus élevé, puisque plusieurs participantes auraient tendance à sous-estimer le temps consacré à ces tâches.

Cette charge est encore plus marquée en contexte francophone minoritaire. Les femmes qui y vivent s'impliquent davantage dans leurs communautés pour soutenir les services et activités en français, ce qui génère du travail non rémunéré additionnel. Pour celles nouvellement arrivées dans une province et qui disposent d'un réseau plus restreint, cette responsabilité devient encore plus exigeante.

Par ailleurs, la moyenne hebdomadaire d'heures de travail non rémunéré est plus élevée chez les femmes francophones issues d'une minorité visible, avec 18,1 heures par semaine, comparativement à 14,6 heures chez celles ne faisant pas partie d'une minorité visible.

Finalement, les femmes ayant des enfants consacrent en moyenne plus d'heures au travail non rémunéré que celles sans enfant ou vivant seules, les femmes monoparentales effectuant en moyenne 15,9 heures de travail non rémunéré par semaine, tandis que les femmes en couple avec enfants en effectuent 16,8 heures.

Note : Selon les dernières données rendues publiques par Statistique Canada en 2022, les femmes canadiennes consacraient 42 % plus de temps pour le travail non rémunéré que les hommes.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, Statistique Canada (Tableau 45-10-0104-01), analyse RCGT.

La valeur du travail non rémunéré des femmes francophones canadiennes est évaluée à 34 milliards de dollars par année

VALEUR DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ RÉALISÉ

Indicateurs		Valeurs
A	Nombre moyen d'heures consacrées à des tâches non rémunérées par semaine	15,1
B	Nombre de semaines par année	52
C=Ax B	Nombre moyen d'heures consacrées à des tâches non rémunérées par année	784,4
D	Nombre de femmes francophones canadiennes	1,8 M
E=Cx D	Nombre total d'heures consacrées à des tâches non rémunérées par année	1 377,1 M
F	Taux horaire moyen des femmes francophones canadiennes	25,00 $
G = E X F	Valeur du travail non rémunéré des femmes francophones canadiennes	34,4 G$
H =G/D	Valeur moyenne du travail non rémunéré des femmes francophones canadiennes	19 609 $

Note : Selon les groupes de discussion, le nombre réel d'heures consacrées à ces tâches pourrait être supérieur aux estimations déclarées, en raison d'une possible sous-estimation par certaines participantes. Les résultats doivent, par conséquent, être interprétés en tenant compte de cette limite méthodologique.

Considérant que les femmes francophones consacrent en moyenne 15,1 heures par semaine à des tâches non rémunérées, cela représente 784,4 heures par année.

Appliqué à une population estimée à 1,8 million de femmes francophones canadiennes en situation minoritaire, ce volume correspond à environ 1 377 millions d'heures de travail non rémunéré annuellement.

En valorisant ces heures au taux horaire moyen de 25 $, la valeur économique annuelle de ce travail s'élève à environ 34,4 milliards de dollars par année. Ces résultats illustrent l'importance substantielle, mais largement invisible, de la contribution des femmes francophones à l'économie, ainsi que le poids que représentent les tâches non rémunérées dans leur quotidien.

En moyenne, la valeur moyenne du travail non rémunéré réalisé par les femmes francophones canadiennes est de près de 20 000 $ chaque année.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Près d’une femme sur quatre déclare que le travail non rémunéré a un impact sur son parcours professionnel

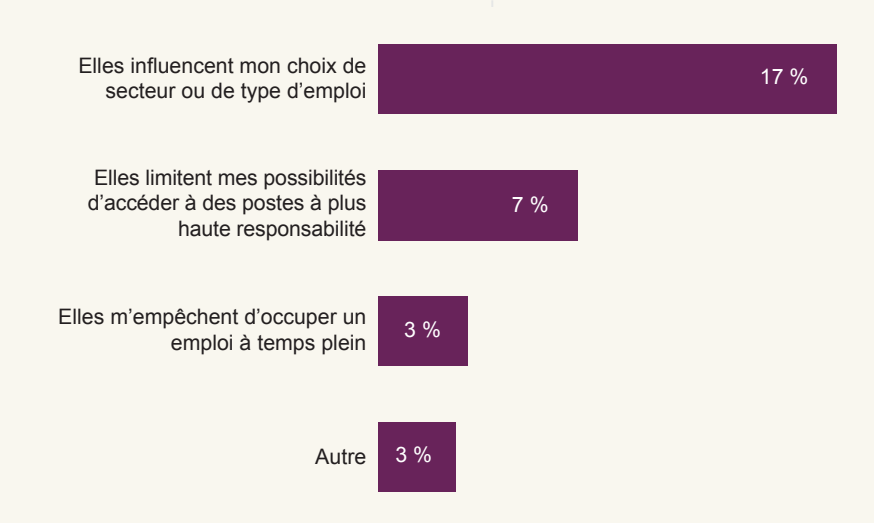
IMPACT DU TRAVAIL NON RÉMUNÉRÉ POUR LES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES

24 %

des femmes francophones déclarent que le travail non rémunéré a un impact sur leur parcours professionnel.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON L’IMPACT DES TÂCHES NON RÉMUNÉRÉES SUR LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL

Canada minoritaire, 2025, en %, n=562



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les résultats montrent qu’une part non négligeable des femmes francophones considère que les tâches non rémunérées influencent leur trajectoire professionnelle. En effet, 24 % déclarent percevoir un impact sur leur parcours, principalement à travers une contrainte dans le choix du secteur ou du type d’emploi, citée par 17 % des répondantes.

Comparativement aux femmes francophones plus jeunes, la proportion des femmes de 55 ans et plus estimant que le travail non rémunéré n’a eu aucun impact significatif sur leur trajectoire professionnelle est plus élevée.

Les données indiquent également que ce type de responsabilités peut freiner l’accès à des postes comportant davantage de responsabilités pour 7 % des femmes. À l’inverse, une proportion plus restreinte affirme qu’elles nuisent à la possibilité d’occuper un emploi à temps plein.

Principaux éléments à retenir

16 %
des femmes francophones sondées ont déjà lancé leur entreprise. Pour la majorité d'entre elles (86 %), l'entreprise comptait moins de 5 employés.

27 %
des femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise ont eu recours à au moins une source de soutien.

24 %
des femmes francophones sondées ont déjà pensé à lancer leur entreprise.

15,1 heures
de travail non rémunéré sont réalisées en moyenne par les femmes francophones chaque semaine.

40 %
des femmes francophones canadiennes auraient la fibre entrepreneuriale.

24 %
des femmes francophones déclarent que le travail non rémunéré a un impact sur leur parcours professionnel.

87 %
des femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise ont fait face à au moins un défi, dont le principal était l'atteinte d'un équilibre vie personnelle-professionnelle.

PARTIE 4

Diagnostic sur les apports et obstacles d'être francophone

Cette section pose un diagnostic sur les apports et les obstacles lié au fait d'être francophone pour les femmes francophones canadiennes et acadiennes en situation minoritaire. Plus précisément, la section se décline ainsi :

- **Apports liés au fait d'être une femme francophone :** avantage selon le statut linguistique d'être francophone
- **Obstacles liés au fait d'être une femme francophone :** Principaux défis rencontrés, impacts de la barrière linguistique sur le parcours professionnel, constats basés sur le cadre d'analyse de l'intersectionnalité, l'expérience des femmes francophones en milieu rural, différence entre les provinces et territoires
- **Piste d'amélioration de la situation économique des femmes francophones :** Types de soutien utile pour l'amélioration de la situation économique des femmes francophones, satisfaction face aux ressources en français, politiques ou initiatives pouvant aider les femmes francophones à être plus autonomes économiquement



Près de deux femmes sur trois estiment que leur francophonie a été un atout dans leur parcours

AVANTAGES RELIÉS AU FAIT D'ÊTRE FRANCOPHONE

65 % des femmes francophones et acadiennes sondées indiquent que le fait d'être francophones leur a permis d'accéder à des opportunités professionnelles. À titre d'exemples, certains emplois offrent des primes pour les femmes bilingues, des postes sont accessibles uniquement aux candidates maîtrisant les deux langues et des organisations privilégient les personnes capables de servir une clientèle bilingue, ce qui peut augmenter les possibilités d'avancement ou la stabilité d'emploi.

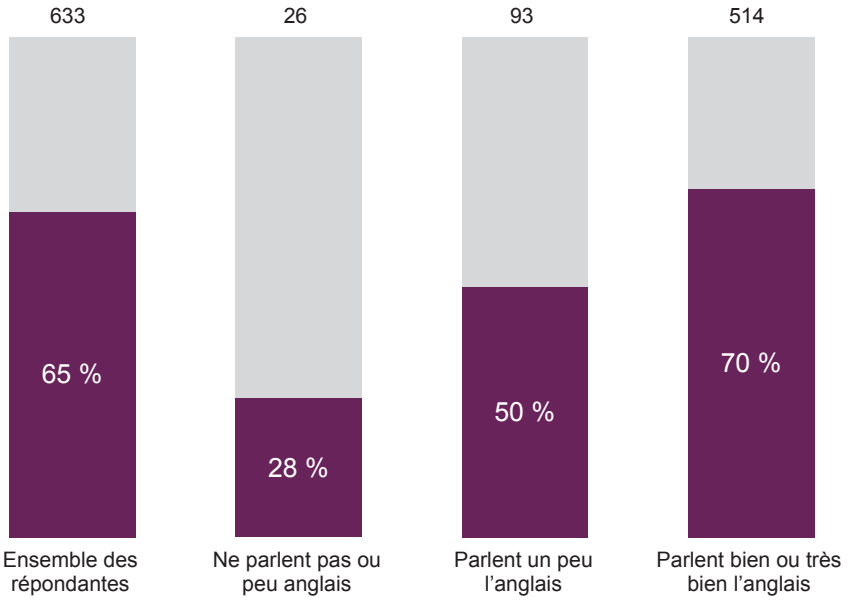
Toutefois, les femmes ayant des avantages liés au fait d'être francophone sont principalement celles qui s'expriment bien en anglais. Parmi les femmes francophones ne parlant pas anglais, seulement 28 % déclarent avoir bénéficié de perspectives professionnelles liées à leur statut linguistique, comparativement à une proportion de 70 % chez celles qui parlent bien ou très bien l'anglais.

Les avantages semblent donc spécifiques à ce sous-groupe de la population, ce qui semble indiquer une nécessité de parler anglais pour évoluer dans le milieu professionnel.

Selon les groupes de discussion, les avantages liés au statut de francophone découleraient davantage du bilinguisme que de la francophonie en tant que telle.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES QUI ONT ACCÉDÉ À DES PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES PUISQU'ELLES ÉTAIENT FRANCOPHONES, SELON LEUR CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les femmes francophones rapportent plus souvent des obstacles liés à leur statut linguistique qu'à leur genre

OBSTACLES RENCONTRÉS

28 % des femmes francophones sondées déclarent avoir rencontré des obstacles dans leur parcours professionnel ou économique liés au fait qu'elles étaient francophones. Cette proportion est toutefois plus faible chez celles qui maîtrisent bien l'anglais.

Les femmes francophones de 55 ans et plus déclarent moins souvent avoir rencontré des obstacles dans leur parcours liés au fait qu'elles étaient francophones, comparativement aux femmes plus jeunes. En effet, 22 % des femmes francophones de 55 ans et plus déclarent avoir rencontré des obstacles dans leur parcours professionnel ou économique, contre 35 % chez les 18 à 34 ans.

Par ailleurs, les femmes francophones nées à l'extérieur du Canada déclarent plus souvent avoir rencontré des obstacles liés au fait qu'elles étaient francophones que celles nées au Canada. 44 % des femmes francophones nées à l'extérieur du Canada disent avoir vécu des obstacles, comparativement à une proportion de 25 % chez celles nées au Canada.

Les obstacles associés au fait d'être francophone sont mentionnés par une proportion plus élevée de femmes que ceux liés au genre. Néanmoins, 22 % des répondantes indiquent avoir rencontré des obstacles en raison de leur genre, de sorte que 37 % déclarent avoir fait face à des obstacles liés au statut linguistique ou au genre.

PROPORTION DES FEMMES FRANCOPHONES AYANT RENCONTRÉ DES OBSTACLES DANS LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL OU ÉCONOMIQUE LIÉS AU FAIT QU'ELLES ÉTAIENT **FRANCOPHONES**

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



PROPORTION DES FEMMES FRANCOPHONES AYANT RENCONTRÉ DES OBSTACLES DANS LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL OU ÉCONOMIQUE LIÉS À LEUR **GENRE**

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



PROPORTION DES FEMMES FRANCOPHONES AYANT RENCONTRÉ DES OBSTACLES DANS LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL OU ÉCONOMIQUE LIÉS AU FAIT QU'ELLES ÉTAIENT **FRANCOPHONES OU LIÉS À LEUR GENRE**

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les principaux défis rencontrés concernent les barrières à l'avancement et l'accès limité aux services en français

PRINCIPAUX DÉFIS RENCONTRÉS PAR LES FEMMES FRANCOPHONES DANS LEURS PARCOURS PROFESSIONNEL OU ÉCONOMIQUE

40 % des femmes sondées rapportent des barrières à l'avancement professionnel dans des milieux majoritairement anglophones, un résultat qui peut s'expliquer notamment par le fait que les documents produits en français sont parfois moins valorisés et que parler avec un accent francophone peut entraîner des jugements nuisant à la progression professionnelle.

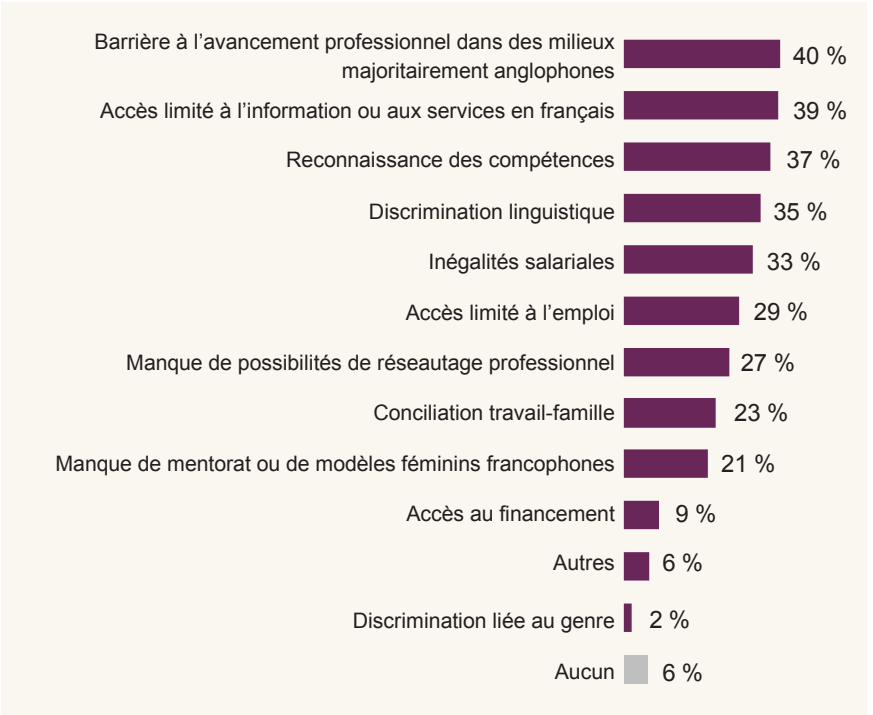
De plus, 39 % des répondantes mentionnent un accès limité à l'information ou aux services en français. Les délais pour obtenir un service dans cette langue sont souvent plus longs qu'en anglais et l'accès aux services en français peut demeurer difficile, même dans des zones officiellement désignées.

La reconnaissance des compétences et la discrimination linguistique constituent également des enjeux importants. La non-reconnaissance des diplômes et d'expériences de certaines femmes immigrantes peut les conduire à occuper des postes en deçà de leurs compétences, une situation qui entraîne des répercussions économiques directes. De plus, les exigences linguistiques, comme l'obligation de réussir des tests d'anglais, peuvent contraindre des femmes francophones à réorienter leur trajectoire professionnelle.

Selon les femmes francophones consultées, le manque de places en garderies francophones constitue un obstacle majeur à la formation, à l'emploi et à la conciliation travail-famille, alors que ces milieux sont perçus comme essentiels à la transmission et à la pérennité de la langue française chez les enfants.

PRINCIPAUX DÉFIS RENCONTRÉS DANS LE CHEMINEMENT PROFESSIONNEL OU ÉCONOMIQUE DES FEMMES FRANCOPHONES

Canada minoritaire, 2025, en %, n=237



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Plusieurs femmes francophones constatent toutefois des impacts négatifs liés à leur statut linguistique

IMPACTS DE LA BARRIÈRE LINGUISTIQUE SUR LE PARCOURS PROFESSIONNEL

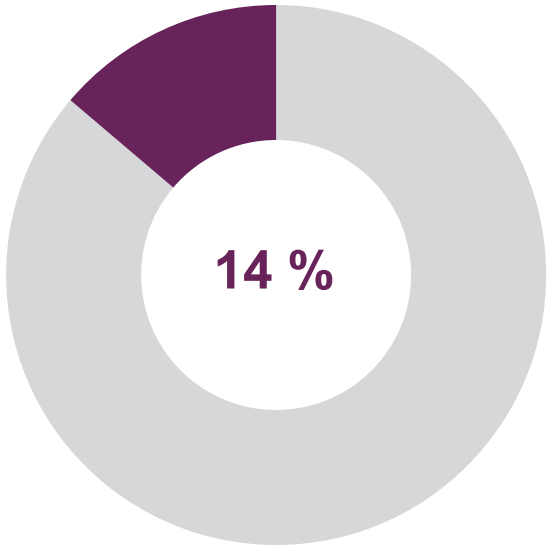
14 % des femmes francophones sondées déclarent que la barrière linguistique liée à l'usage du français a déjà eu un impact sur leur parcours professionnel, notamment en les empêchant d'occuper un emploi correspondant à leurs compétences ou qualifications.

Plus précisément, 29 % des femmes francophones issues d'une minorité visible soulignent que la barrière linguistique a déjà eu un impact sur leur parcours professionnel. Cette proportion est nettement plus élevée que celle observée chez les femmes francophones non issues de minorités visibles, où elle s'élève à 11 %.

En réponse à cet enjeu, plusieurs femmes francophones optent pour des cours d'anglais visant le développement du bilinguisme. Or, les groupes de discussion ont mis en évidence que l'accès à ces formations est fréquemment limité par des délais d'attente importants, retardant ainsi leur intégration au marché du travail canadien.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES DÉCLARANT QUE LA BARRIÈRE LINGUISTIQUE LIÉE À L'USAGE DU FRANÇAIS A DÉJÀ EU UN IMPACT SUR LEUR PARCOURS PROFESSIONNEL

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

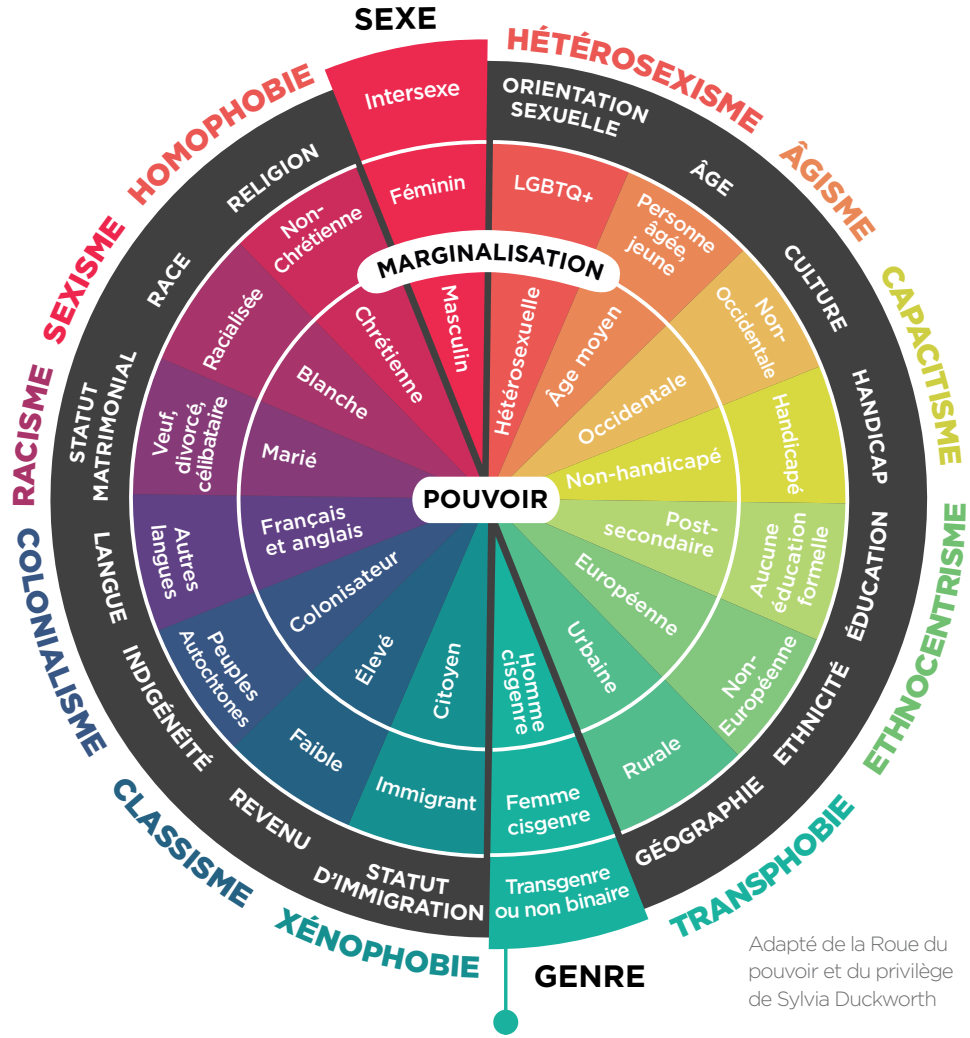
L’intersectionnalité permet d’analyser la situation

DÉFINITION DE L’INTERSECTIONNALITÉ

L’intersectionnalité est un concept analytique qui permet de comprendre comment différentes caractéristiques sociales d’une personne se combinent pour produire des expériences particulières de perspectives, de barrières ou de discriminations. Ces caractéristiques peuvent inclure le genre, la langue, la race, le statut migratoire, l’orientation sexuelle, l’âge, la classe sociale, le handicap et bien d’autres.

L’idée centrale est que ces identités ne s’additionnent pas simplement. Elles s’entrecroisent de manière dynamique et génèrent des effets distincts que l’on ne peut expliquer en examinant un seul facteur à la fois. Par exemple, les expériences d’une femme francophone immigrante ne sont pas la somme des expériences d’une femme, d’une personne francophone et d’une personne immigrante, mais une réalité spécifique qui résulte de l’interaction simultanée de ces identités.

Ce concept peut être illustré par la roue des privilèges présentée par Sylvia Duckworth et adaptée au contexte canadien par le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick.



Adapté de la Roue du pouvoir et du privilège de Sylvia Duckworth

Des termes reliés à l’identité de genre incluent :

Agenre	Au genre fluide	Genre neutre	Homme transgenre
Bigenre	Genderqueer	Non binaire	Femme transgenre

Sources : Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, Sylvia Duckworth (roue des privilèges).

Le cadre d'analyse de l'intersectionnalité a permis de poser certains constats

CONSTATS BASÉS SUR LE CADRE D'ANALYSE DE L'INTERSECTIONNALITÉ

Le cadre d'analyse de l'intersectionnalité met en évidence que l'accumulation de facteurs de marginalisation est associée à une probabilité plus élevée de rencontrer des obstacles dans le parcours professionnel. Les données du sondage montrent que ces obstacles se manifestent tant en lien avec le fait d'être francophone qu'en fonction du genre ou de la combinaison des deux dimensions. L'analyse souligne également que la barrière linguistique a un impact mesurable et croissant lorsque plusieurs appartenances à des groupes marginalisés se cumulent.

Groupes marginalisés		
Appartenant à la communauté 2ELGBTQIA+	Faisant partie d'une minorité visible	Vivant seule ou mère monoparentale
Parle français uniquement	Aucun diplôme d'études	Réside en milieu rural
Faisant partie da l'identité autochtone	Dispose de limitations à l'emploi	Revenu familial de moins de 40 k$
Invalide à travailler ou mère au foyer	Immigrante	

Plus les femmes francophones cumulent des facteurs de marginalisation liés au genre, à la langue, au statut migratoire, à la région de résidence et statut familial, plus la probabilité de rencontrer des obstacles professionnels augmente.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LES BARRIÈRES VÉCUES ET L'APPARTENANCE À UN GROUPE MARGINALISÉ

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633

Appartenance à un groupe marginalisé	Proportion	A déjà rencontré des obstacles liés…			La barrière linguistique a déjà eu un impact sur votre parcours professionnel
		… au fait d'être francophone	… au genre	… au fait d'être francophone ou au genre	
Aucun	22 %	22 %	18 %	28 %	10 %
1	31 %	24 %	18 %	33 %	11 %
2	25 %	34 %	23 %	44 %	17 %
3 et +	21 %	35 %	29 %	46 %	17 %
Total	**100 %**	**28 %**	**22 %**	**37 %**	**14 %**

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les femmes en milieu urbain bénéficient globalement de conditions professionnelles et éducatives plus favorables

SPÉCIFICATIONS EN LIEN AVEC LES FEMMES FRANCOPHONES EN MILIEU RURAL

Le fait d'être francophone a permis d'accéder à des perspectives professionnelles pour une majorité de répondantes, avec un effet plus marqué en milieu urbain, où la proportion de réponses positives atteint 74 %, comparativement à 56 % en milieu rural.

La moyenne d'heures de travail non rémunéré réalisées est plus élevée en milieu rural, avec une moyenne de 16,2 heures, comparativement à 14,0 heures en milieux urbains.

La proportion de femmes francophones ayant déjà occupé un poste de gestion ou de direction est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural, soit de 45 % contre 41 %.

La proportion de femmes francophones ayant des études universitaires est plus faible en milieux ruraux qu'en milieux urbains, avec une proportion de 27 % en milieux ruraux et une proportion de 45 % en milieux urbains.

La maîtrise de l'anglais est élevée tant en milieu rural qu'en milieu qu'urbain, avec une proportion légèrement plus forte de personnes déclarant une bonne ou très bonne maîtrise en milieu urbain (83 % contre 79 %), tandis que les difficultés linguistiques demeurent plus fréquentes en milieu rural (6 % contre 2 %).

La proportion de répondantes mentionnant avoir rencontré des obstacles parce qu'elles sont francophones ou en raison de leur genre est plus élevée en milieu urbain (40 %) qu'en milieu rural (33 %).

Les répondantes en milieu rural mentionnent plus fréquemment des barrières à l'avancement professionnel dans des milieux majoritairement anglophones (44 % contre 32 %) ainsi que des enjeux de conciliation travail-famille (33 % contre 16 %), tandis que la discrimination linguistique est davantage rapportée en milieu urbain, soit 40 % contre 22 %.

La perception d'une offre suffisante de services ou de ressources en français est plus répandue en milieu rural, où 42 % des répondantes jugent l'offre adéquate, comparativement à 27 % en milieu urbain.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, Groupes de discussion avec les femmes francophones canadiennes, analyse RCGT.

Finalement, la francophonie minoritaire diffère considérablement selon la province ou territoire

DIFFÉRENCE ENTRE LES PROVINCES ET TERRITOIRES

La francophonie en situation minoritaire au Canada ne constitue pas un ensemble homogène. Elle se décline plutôt en une pluralité de réalités distinctes selon les provinces et les territoires, façonnées par la composition démographique, les dynamiques migratoires, le poids institutionnel du français et les contextes socioéconomiques locaux. Ces différences influencent les pratiques linguistiques, le sentiment d'appartenance, l'accès aux services ainsi que les parcours professionnels et communautaires des personnes francophones.

Dans certaines provinces de l'Est, notamment dans les Maritimes, la francophonie minoritaire repose sur un ancrage historique, en particulier acadien, auquel s'ajoutent des populations issues de l'immigration francophone plus récente. Cette coexistence contribue à une diversité des formes de français et à des identités francophones plurielles. Les participantes aux groupes de discussion soulignent la présence de plusieurs accents qui se juxtaposent sans problème. Les milieux communautaires y sont donc décrits comme plus ouverts et hétérogènes, bien que marqués par des enjeux d'insécurité linguistique et par la nécessité constante de défendre l'usage du français dans l'espace public et professionnel.

À l'inverse, dans les provinces de l'Ouest et dans les territoires, la francophonie minoritaire est davantage structurée autour de mobilités contemporaines, notamment de personnes originaires du Québec, de la France ou d'autres pays francophones. Les communautés francophones sont souvent de plus petite taille et géographiquement dispersées. Cette réalité peut favoriser des réseaux soudés, mais aussi des milieux perçus comme plus homogènes, voire plus fermés, y compris à l'intérieur de la francophonie elle-même. La capacité à maintenir des services, des institutions et des espaces de socialisation en français repose alors fortement sur l'engagement communautaire et sur un nombre limité de personnes.

Du côté des communautés franco-ontariennes, les groupes de discussion ont permis de mettre en lumière une dualité. D'une part, ces communautés bénéficient d'une plus grande facilité d'accès aux services, aux réseaux francophones et aux occasions professionnelles grâce à la proximité géographique et linguistique avec le Québec. Toutefois, elles vivent des défis liés à la reconnaissance des acquis et à des parcours professionnels fragmentés entre les deux provinces, et peuvent ressentir une dépendance à des institutions situées à l'extérieur de la province de résidence.

Sources : Groupes de discussion avec les femmes francophones canadiennes, analyse RCGT.

La majorité des femmes francophones estiment qu'un soutien accru contribuerait à améliorer leur situation économique

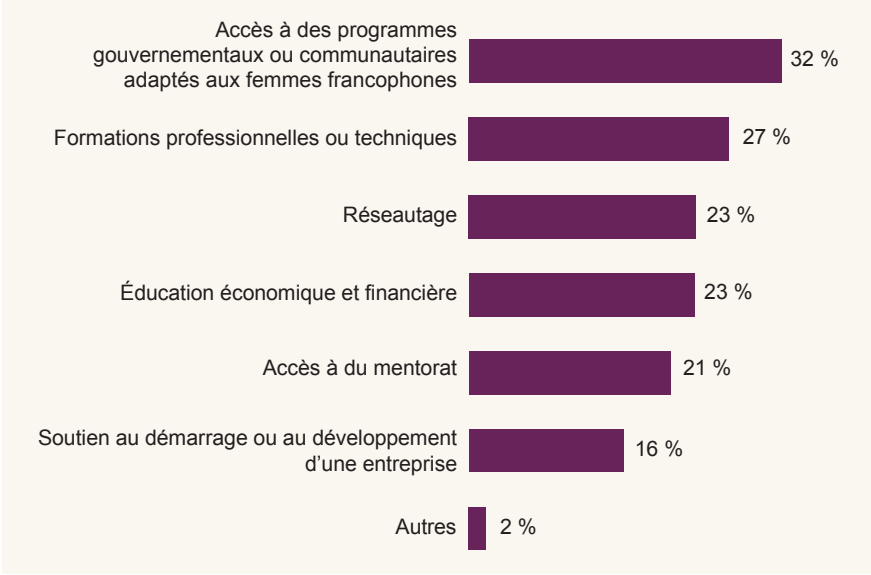
TYPES DE SOUTIEN UTILE POUR L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES FRANCOPHONES

56 %

des femmes estiment que du soutien leur serait utile pour améliorer leur situation économique en tant que femmes francophones.

PRINCIPAUX TYPES DE SOUTIEN UTILES POUR L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES FRANCOPHONES

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

Les attentes en matière de soutien utile pour l'amélioration de la situation économique portent principalement sur un meilleur accès à des programmes gouvernementaux ou communautaires adaptés aux réalités des femmes francophones, mentionné par près du tiers des répondantes. Le réseautage apparaît également comme un levier important, tout comme l'éducation économique et financière et l'accès à des formations professionnelles ou techniques.

Parmi les femmes francophones âgées de 55 ans et plus, seulement 39 % d'entre elles estiment qu'un soutien serait nécessaire pour améliorer leur situation économique, une proportion inférieure à celle observée chez les autres groupes d'âge.

À l'inverse, le souhait de recevoir du soutien est plus répandu chez les femmes ayant des enfants. 69 % des mères monoparentales et 68 % des mères en couple estiment qu'un soutien serait nécessaire afin d'améliorer leur situation économique.

Par ailleurs, la majorité des femmes francophones issues d'une minorité visible, soit 80 %, jugent qu'un accès accru à du soutien serait nécessaire afin d'améliorer leur situation économique.

L’accès à des services de santé en français demeure un enjeu central pour les femmes francophones

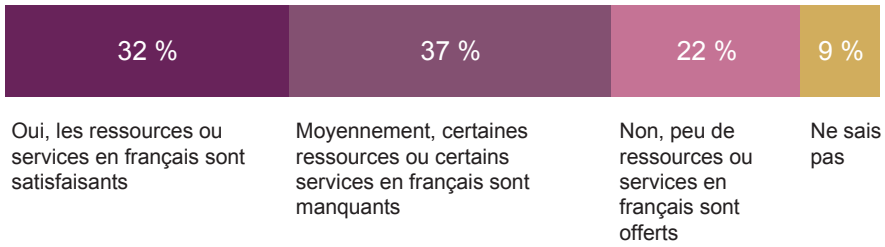
SATISFACTION FACE AUX RESSOURCES EN FRANÇAIS

22 % des femmes francophones jugent que peu de services en français sont offerts dans leur région, tandis que 37 % estiment que certains services ou ressources en français sont manquants. Les régions des Prairies et de la ColombieBritannique enregistrent une forte proportion de femmes francophones jugeant insatisfaisant le nombre de ressources ou services en français offerts dans leur région, soit 30 % de celles-ci.

Parmi les services les plus fréquemment identifiés comme insuffisamment disponibles en français, les soins de santé arrivent en tête de liste, mentionnés par le quart des répondantes. Les services commerciaux et les activités culturelles, sociales et de loisirs figurent également parmi les principaux services manquants.

RÉPARTITION DES FEMMES FRANCOPHONES SELON LA SATISFACTION FACE AUX RESSOURCES EN FRANÇAIS DE LEUR RÉGION

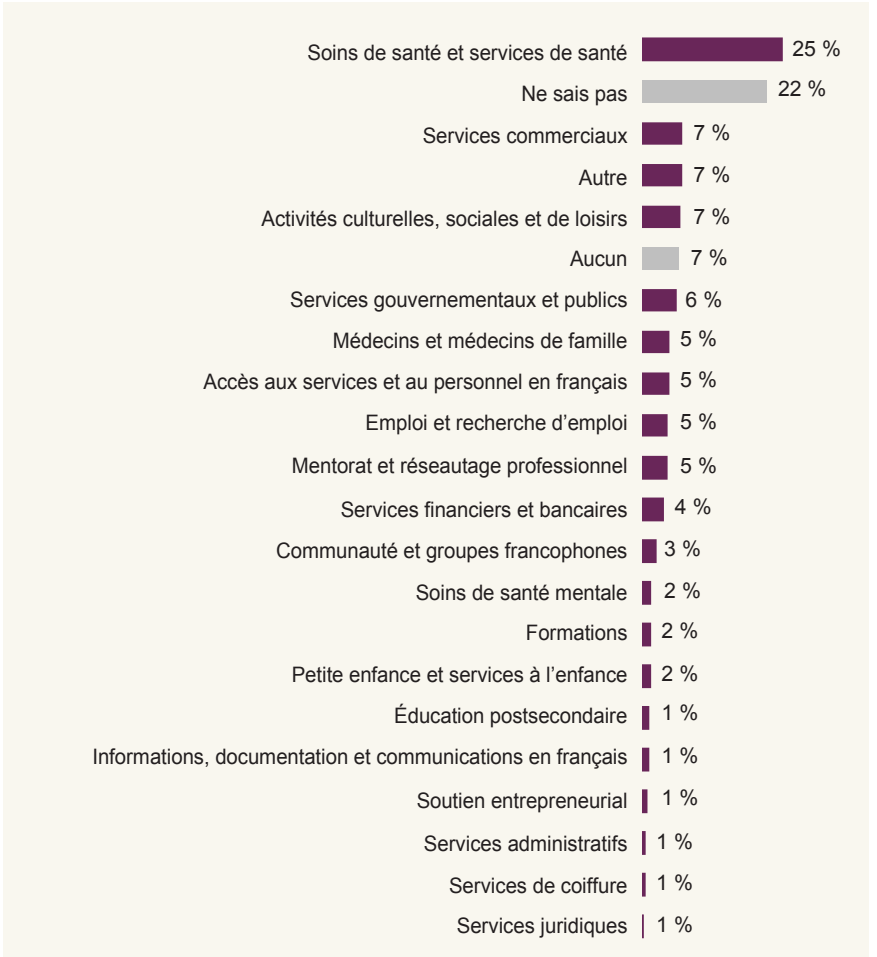
Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

PRINCIPAUX SERVICES OU RESSOURCES EN FRANÇAIS MANQUANT LE PLUS

Canada minoritaire, 2025, en %, n=371



L’adhésion à des réseaux ou regroupements de femmes est plus élevée chez les femmes francophones de 35 à 54 ans

POLITIQUES OU INITIATIVES POUVANT AIDER LES FEMMES FRANCOPHONES À ÊTRE PLUS AUTONOMES ÉCONOMIQUEMENT

14 %
des femmes francophones sont membres d’un réseau, d’un regroupement ou d’une association de femmes.

L’adhésion à des réseaux ou regroupements de femmes est particulièrement marquée chez les femmes francophones âgées de 35 à 54 ans (24 %) et chez celles vivant dans les Prairies et en Colombie-Britannique (29 %).

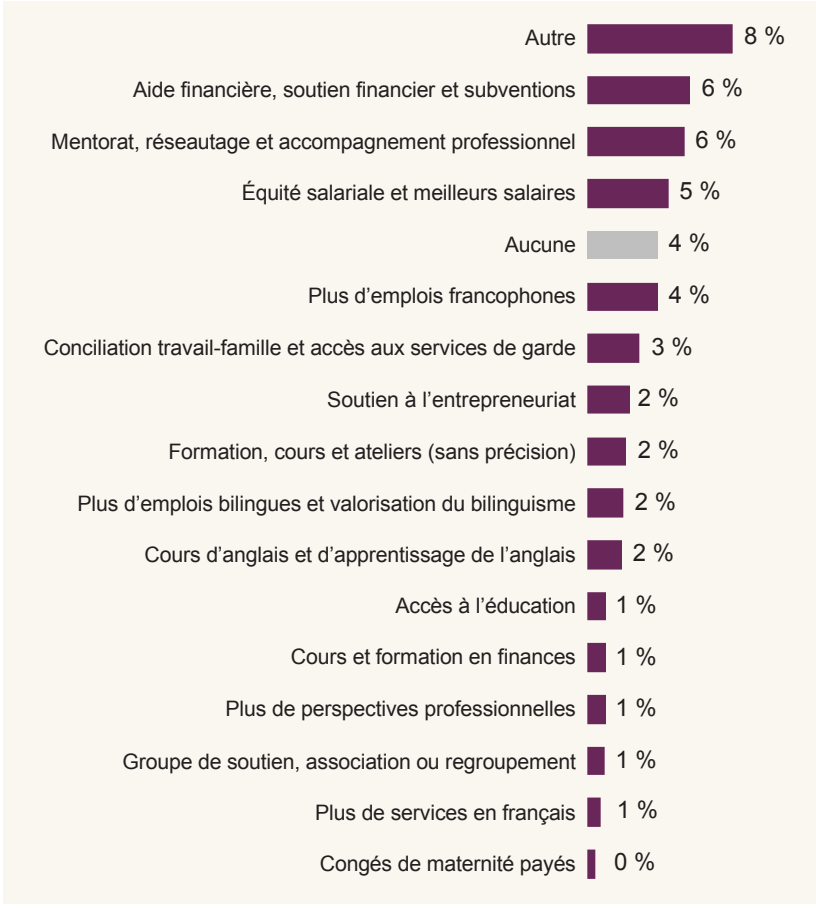
Les politiques et initiatives jugées les plus utiles pour renforcer l’autonomie économique des femmes francophones concernent principalement l’aide financière, mentionnée par 6 % des répondantes. Le mentorat et l’accompagnement professionnel ressortent également comme des leviers importants pour 6 % des femmes, tout comme l’amélioration de l’équité salariale, citée par 5 %.

Par ailleurs, l’accès à un plus grand nombre d’emplois francophones ainsi que les initiatives reliées à la conciliation travail-famille sont aussi identifiés comme des éléments clés pouvant soutenir le parcours professionnel et économique des femmes francophones.

Sources : Sondage auprès des femmes francophones canadiennes mené par Léger, analyse RCGT.

PRINCIPALES POLITIQUES OU INITIATIVES POUVANT AIDER LES FEMMES FRANCOPHONES À ÊTRE PLUS AUTONOMES ÉCONOMIQUEMENT

Canada minoritaire, 2025, en %, n=633



PARTIE 5

Constats, recommandations et conclusion

Cette section propose une conclusion sur les constats de la présente étude. Plus précisément, la section se décline ainsi :

- Constats chiffrés reprenant chacune des thématiques étudiées dans le diagnostic
- Recommandations basées sur les principaux enjeux vécus par les femmes francophones et alignés avec les piliers stratégiques de l'AFFC
- Conclusion incluant des pistes de réflexion sur l'apport des femmes francophones canadiennes



Les analyses ont permis de faire état de la participation économique des femmes francophones

SOMMAIRE DES CONSTATS

Thématiques	Constats
Portrait des femmes francophones	• Globalement, parmi les femmes canadiennes en situation minoritaire, 10,7 % sont francophones, ce qui représente plus de 1,8 million de personnes. De plus, 35 % ont le français comme langue maternelle, ce qui représente près de 610 000 femmes. • Par ailleurs, seulement 3,4 % des femmes francophones dans le Canada minoritaire connaissent exclusivement le français comme langue officielle, ce qui représente un peu plus de 59 000 personnes (cette proportion est plus élevée dans l'Atlantique).
Diversité	• 26,3 % des femmes francophones canadiennes sont issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone. • 5,4 % des femmes francophones sondées sont membres de la communauté 2ELGBTQIA+, avec une plus forte proportion en Colombie-Britannique (11 %). De plus, 18,2 % des femmes francophones sondées disposent de limitations à l'emploi. • L'impact des tâches non rémunérées est plus important pour les membres 2ELGBTQIA+ : 48 % des femmes membres de la communauté 2ELGBTQIA+ déclarent que les tâches non rémunérées ont un impact sur leur parcours professionnel, contre 23 % pour les non-membres. • Les obstacles liés au genre ou au fait d'être francophones sont plus courants pour les membres 2ELGBTQIA+ : 69 % des femmes issues de la communauté 2ELGBTQIA+ déclarent avoir rencontré des obstacles dans leur parcours professionnel ou économique liés à leur genre ou au fait d'être francophones, contre 36 % pour les non-membres.
Éducation	• Les femmes francophones en milieu minoritaire sont plus éduquées : 44 % détiennent un diplôme universitaire, alors que pour l'ensemble des femmes, cette proportion est de 32 % (28 % chez les hommes).
Emploi et revenu	• Les femmes francophones canadiennes génèrent 119 milliards $ de PIB, soit 4,0 % du PIB total généré au Canada. Si leur répartition sectorielle était comparable à celle de l'ensemble de la population, leur contribution au PIB pourrait être accrue de 8,9 milliards $. • Les femmes francophones en situation minoritaire sont surreprésentées dans l'administration publique, car la maîtrise des deux langues officielles constitue un atout majeur pour ces emplois. Elles sont aussi surreprésentées dans les services d'enseignement. • La proportion de femmes gagnant moins de 40 k$ est nettement plus élevée chez celles ne parlant pas anglais : 60 % des femmes ne parlant pas du tout ou avec difficultés l'anglais gagnent moins de 40 k$, contre 32 % pour celles parlant bien ou très bien l'anglais. • Les femmes francophones en situation minoritaire ont un revenu individuel médian 13,5 % supérieure à celui des femmes de l'ensemble de la population, mais 10,6 % inférieure à celui des hommes de l'ensemble de la population. • Dans l'ensemble du Canada, les hommes gagnent un salaire horaire moyen 13,5 % plus élevé que les femmes.

119 milliards $

de contribution directe au PIB était ajoutée par les femmes francophones en situation linguistique minoritaire au Canada en 2025.

Thématiques	Constats
Entrepreneuriat	• 40 % des femmes francophones canadiennes auraient la fibre entrepreneuriale, parmi lesquelles 16 % ont déjà lancé leur entreprise; • La majorité (86 %) des entreprises lancées par les femmes francophones sont des entreprises de moins de 5 employés. • 87 % des femmes francophones sondées ayant déjà lancé leur entreprise ont fait face à au moins un défi, dont le principal était l'équilibre entre leur vie personnelle et professionnelle. La proportion de femmes ayant rencontré un défi est plus élevée chez celles avec des enfants que pour les femmes francophones sans enfant. • Un peu plus du quart des femmes francophones ayant lancé leur entreprise ont bénéficié d'une source de soutien, mais le recours à une source de soutien est moins fréquent chez les femmes ne maîtrisant pas l'anglais.
Travail non rémunéré	• Les femmes francophones canadiennes déclarent réaliser chaque semaine 15,1 heures de travail non rémunéré. 20 % d'entre elles y consacrent plus de 20 heures. Toutefois, selon les groupes de discussion, le nombre réel d'heures consacrées à ces tâches pourrait être supérieur aux estimations déclarées, en raison d'une possible sous-estimation par certaines participantes. • La moyenne d'heures de travail non rémunéré est plus élevée chez les femmes francophones issues d'une minorité visible que pour celles non issues de ces groupes. • 24 % des femmes francophones déclarent que le travail non rémunéré a un impact sur leur parcours professionnel, notamment à travers une contrainte dans le choix du secteur ou du type d'emploi, réponse citée par 17 % des répondantes. • La valeur du travail non rémunéré réalisé par les femmes francophones canadiennes s'élève à 34,4 G$ par année.
Apports et obstacles de la langue française	• 65 % des femmes francophones sondées indiquent que le fait d'être francophones leur a permis d'accéder à des perspectives professionnelles. Toutefois, les femmes ayant des avantages liés au fait d'être francophones sont principalement celles qui s'expriment bien en anglais. • Les femmes francophones rapportent plus souvent des obstacles liés à leur statut linguistique (28 %) que liés à leur genre (22 %). • 40 % des femmes sondées rapportent des barrières à l'avancement professionnel dans des milieux majoritairement anglophones, un résultat qui peut s'expliquer notamment par le fait que les documents produits en français sont parfois moins valorisés et que parler avec un accent francophone peut entraîner des jugements nuisant à la progression professionnelle. • Toutefois, 14 % des femmes francophones déclarent que la barrière linguistique liée à l'usage du français a déjà eu un impact sur leur parcours professionnel, notamment en les empêchant d'occuper un emploi correspondant à leurs compétences ou qualifications. Cette proportion est encore plus élevée chez les femmes immigrantes. • La barrière linguistique a un impact mesurable et croissant lorsque plusieurs appartenances à des groupes marginalisés se cumulent : 10 % des femmes n'appartenant à aucun groupe marginalisé déclarent que la barrière linguistique a déjà eu un impact sur leur parcours professionnel, contre 17 % pour celles appartenant à deux groupes et plus.
Amélioration de la situation économique des femmes francophones	• 56 % des femmes estiment que du soutien leur serait utile pour améliorer leur situation économique en tant que femmes francophones. L'amélioration de la situation économique porte principalement sur un meilleur accès à des programmes gouvernementaux ou communautaires adaptés aux réalités des femmes francophones, mentionné par 32 % des répondantes. • Parmi les services les plus fréquemment identifiés comme insuffisamment disponibles en français, les soins de santé arrivent en tête de liste, mentionnés par 25 % des répondantes. • Les politiques et initiatives jugées les plus utiles pour renforcer l'autonomie économique des femmes francophones concernent principalement l'aide financière.

34,4 milliards $

représente la valeur du travail non rémunéré réalisé par les femmes francophones en situation linguistique minoritaire au Canada en 2025.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Plusieurs enjeux ont également été identifiés et ont permis de cibler certaines recommandations

RECOMMANDATIONS POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES FEMMES FRANCOPHONES CANADIENNES

L'AFFC a pour mission d'assurer la mobilisation et le développement de son réseau pour mieux défendre les droits des femmes francophones et acadiennes et ainsi, créer une société féministe et inclusive. Cette mission se décline en trois piliers stratégiques qui ont inspiré les actions proposées :

- Être une référence dans la représentation des droits des femmes francophones et acadiennes au Canada;
- Mobiliser et développer des capacités innovantes dans le réseau;
- Faire rayonner l'apport de toutes les femmes francophones et acadiennes.

Enjeux vécus par les femmes francophones	Recommandations	Responsables	Piliers stratégiques de l'AFFC		
			Représentation des droits des femmes francophones	Mobilisation et développement des capacités innovantes	Rayonnement de l'apport des femmes francophones canadiennes
L'accès à des services de santé en français demeure un enjeu central pour les femmes francophones, particulièrement en milieu rural ou nordique, où l'offre est plus limitée et où l'obtention de services en français s'avère encore plus complexe.	1. Poursuivre les pressions politiques auprès des gouvernements fédéral et provinciaux pour améliorer l'offre active de services de santé en français.	AFFC en collaboration avec l'écosystème communautaire	✔	✔	✔
	2. Documenter les écarts régionaux et diffuser des analyses comparatives afin de fournir des arguments appuyés à la prise de décision publique. L'organisme pourrait notamment approfondir la collecte, l'analyse et la diffusion d'informations permettant d'illustrer les disparités régionales, particulièrement dans l'accès aux services, les conditions socioéconomiques et les enjeux de santé afin d'accroître la visibilité des enjeux et des besoins des femmes francophones.	AFFC en collaboration avec l'écosystème communautaire			✔
	3. Collaborer avec les associations professionnelles francophones (infirmières, médecins, travailleurs sociaux, etc.) pour soutenir le recrutement et la rétention de personnel francophone dans les régions en pénurie.	Écosystème communautaire, soutenu par les gouvernements		✔	

Enjeux vécus par les femmes francophones	Recommandations	Responsables	Piliers stratégiques de l'AFFC		
			Représentation des droits des femmes francophones	Mobilisation et développement des capacités innovantes	Rayonnement de l'apport des femmes francophones canadiennes
Les femmes francophones sont concentrées dans les secteurs de l'éducation et de la santé et des services sociaux, où les échelles salariales sont généralement moins élevées. Dans un contexte de coût de la vie en hausse, cette structure d'emploi les expose davantage aux pressions financières, d'autant plus que leur revenu disponible progresse moins rapidement que celui des professions plus hautement rémunérées.	4. Mener des campagnes de sensibilisation pour encourager les employeurs et gouvernements à revaloriser les secteurs fortement féminisés, en mettant en lumière leur importance socioéconomique, les écarts de rémunération persistants et la nécessité de reconnaître davantage les compétences et responsabilités propres à ces professions.	Gouvernements	✔	✔	✔
	5. Soutenir des programmes de développement de compétences (transition vers des secteurs mieux rémunérés, reconversion et perfectionnement) afin de renforcer l'autonomie économique des femmes francophones et d'accroître leur accès à des emplois de qualité.	Gouvernements		✔	
	6. Produire des analyses sur l'impact économique des écarts de rémunération, afin de fournir aux organismes communautaires, aux tables de concertation et aux partenaires institutionnels, des arguments pour appuyer les revendications et leurs actions en matière d'équité.	AFFC			✔
	7. Mener des initiatives de réseaux professionnels visant à soutenir l'avancement de carrière des femmes francophones, en facilitant la mise en relation, en renforçant le partage d'expertise et en favorisant l'accès à des opportunités de développement professionnel dans divers secteurs.	Écosystème communautaire		✔	

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021 et tableau 17-10-0005-01), analyse RCGT.

Enjeux vécus par les femmes francophones	Recommandations	Responsables	Piliers stratégiques de l'AFFC		
			Représentation des droits des femmes francophones	Mobilisation et développement des capacités innovantes	Rayonnement de l'apport des femmes francophones canadiennes
L'anglais demeure souvent requis dans plusieurs milieux pour accéder ou maintenir des postes qualifiés, ou encore pour obtenir du soutien à la création d'une entreprise. L'accent francophone est parfois perçu négativement.	8. Outiller les femmes francophones avec des formations gratuites ou à faible coût pour améliorer leurs compétences linguistiques en milieu de travail sans que cela devienne un fardeau personnel.	Écosystème communautaire, soutenu par les gouvernements		✔	
	9. Produire des guides pour les employeurs sur les pratiques inclusives en contexte bilingue et des outils de sensibilisation sur les biais linguistiques à l'intention des employeurs. Ces outils permettraient d'appuyer les organisations dans l'adoption de pratiques équitables, favorables à la pleine participation des femmes francophones.	Écosystème communautaire, soutenu par les gouvernements	✔		
Les femmes francophones vivent des barrières cumulées liées au genre et à la langue, mais ces barrières s'accumulent pour celles issues de la diversité (minorité visible, immigration, diversité sexuelle, limitations, etc.).	10. Mettre en place des programmes de mentorat ciblés pour les femmes francophones issues de la diversité (minorité visible, immigration, diversité sexuelle, limitations, etc.) afin de soutenir leur intégration professionnelle, renforcer leur réseau et faciliter l'avancement de leur carrière.	Écosystème communautaire, soutenu par les gouvernements		✔	

Enjeux vécus par les femmes francophones	Recommandations	Responsables	Piliers stratégiques de l'AFFC		
			Représentation des droits des femmes francophones	Mobilisation et développement des capacités innovantes	Rayonnement de l'apport des femmes francophones canadiennes
La charge de travail non rémunéré et la charge mentale sont particulièrement élevées, notamment en raison du rôle central des femmes dans la transmission du français. Cette responsabilité, assumée principalement par les mères, ajoute des tâches de coordination, de déplacements et de traduction qui alourdissent significativement leur quotidien.	11. Promouvoir des politiques publiques visant une répartition plus équitable du travail non rémunéré (congés parentaux plus flexibles, soutien accru aux garderies francophones, etc.). Ces mesures contribueraient à alléger la charge quotidienne des femmes et à favoriser une participation plus équilibrée au marché du travail.	Gouvernements	✔	✔	
	12. Élaborer des campagnes de sensibilisation sur la valeur économique du travail invisible, afin de reconnaître son apport réel au fonctionnement des familles, des communautés et de l'économie, et de favoriser un changement durable dans la perception publique et institutionnelle de ce travail.	Gouvernements en collaboration avec l'AFFC	✔	✔	✔
	13. Soutenir la création ou l'expansion de réseaux d'entraide francophones dans les régions où l'isolement est plus marqué, contribuant ainsi à atténuer les barrières sociales et économiques vécues par les femmes francophones.	Écosystème communautaire		✔	
	14. Offrir des ateliers ou ressources pour alléger la charge linguistique (clubs de devoirs, ressources bilingues pour parents, etc.), afin de réduire la pression linguistique quotidienne et de faciliter la conciliation familiale.	Écosystème communautaire, soutenu par les gouvernements		✔	

Source : Analyse RCGT.

L’apport économique des femmes francophones canadiennes prend plusieurs formes

CONCLUSION

Les femmes francophones contribuent de manière significative à l’économie, tant par leur participation directe au marché du travail dans l’éducation, la santé, les services sociaux et l’administration publique, que par leur rôle déterminant dans la vitalité des services en français et le maintien des réseaux communautaires. Cette contribution repose sur une double création de valeur. D’une part, elles occupent des fonctions essentielles à la cohésion sociale et à la continuité des services publics, souvent dans des milieux où la demande de compétences bilingues est élevée. D’autre part, elles soutiennent un écosystème de services en français qui facilite l’intégration, la rétention et la mobilité de la main-d’œuvre dans les communautés francophones en situation minoritaire, y compris par l’entrepreneuriat et le bénévolat structurant.

Les femmes francophones connaissent toutefois des contraintes structurelles qui limitent la pleine conversion de cet apport en gains économiques : écarts de reconnaissance des diplômes, exigences linguistiques variables entre provinces, places limitées en garderies francophones et biais liés à l’accent qui freinent l’accès à des postes qualifiés, la progression salariale et la mobilité interprovinciale. Ces obstacles se traduisent par du déclassement professionnel, des délais d’intégration, une charge mentale élevée et un travail invisible non rémunéré, qui réduisent le temps disponible pour la formation, l’avancement et l’entrepreneuriat.

Aborder l’apport économique des femmes francophones sous l’angle de l’intersectionnalité permet de saisir l’ampleur et la nature des frictions rencontrées. Les effets combinés du genre, de la langue, du statut migratoire, de la région de résidence et du secteur d’activité créent des barrières cumulatives. Les femmes immigrantes francophones, en particulier, subissent plus souvent un déclassement en raison d’équivalences difficiles, de tests linguistiques contraignants et de réseaux professionnels plus restreints à l’arrivée. Dans les milieux ruraux et nordiques, l’isolement et la rareté des services accentuent ces effets, tandis que, dans certains environnements anglophones, les biais associés à l’accent se traduisent en désavantages de crédibilité et de rémunération.

Contribution directe au PIB des femmes francophones :	**119 milliards $**
Valeur du travail non rémunéré des femmes francophones :	**34,4 milliards $**

Malgré ces contraintes, des leviers existent et renforcent l’impact économique des femmes francophones. Les secteurs où le bilinguisme est valorisé constituent des portes d’entrée vers des emplois plus stables, et les réseaux francophones de mentorat et de soutien à l’entrepreneuriat facilitent l’accès à des ressources, à des collaborations et à des marchés de niche. La mise en place de mesures structurelles, comme la transparence salariale, une reconnaissance plus fluide des acquis, l’augmentation des places en garderie francophone et la disponibilité de formations en français améliorent concrètement leurs perspectives d’emploi et de progression.

PARTIE 6

Annexes



Glossaire et définitions

Terminologie	Définition
Diversité	La diversité désigne la reconnaissance et la valorisation des différentes caractéristiques et expériences sociales présentes au sein d'une population. Dans le cadre de la présente étude, elle inclut notamment les personnes issues des minorités visibles, de l'immigration ou de l'identité autochtone, ainsi que les personnes 2ELGBTQIA, c'est-à-dire issues des minorités de genre et de diversité sexuelle. La diversité renvoie à la pluralité des parcours, des identités et des réalités vécues, et constitue un élément structurant des dynamiques sociales, économiques et culturelles.
Femmes francophones canadiennes	Dans le cadre de l'étude les femmes francophones canadiennes sont celles vivant en situation de minorité au Canada, à l'extérieur du Québec. Selon la définition de l'AFFC, sont considérées comme francophones les femmes qui comprennent uniquement le français ou à la fois le français et l'anglais. Dans le cadre du sondage, la définition est plus restrictive et inclut les femmes dont la langue maternelle est le français, ainsi que celles dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais, mais qui ont une bonne connaissance du français et l'utilisent à la maison.
Intersectionnalité	L'intersectionnalité est un concept analytique qui permet de comprendre comment plusieurs caractéristiques sociales d'une personne s'entrecroisent simultanément pour produire des expériences particulières, notamment en matière d'opportunités, de barrières ou de discriminations, qui ne peuvent être expliquées par un seul facteur pris isolément.
Limitations à l'emploi	Les limitations à l'emploi désignent l'ensemble des contraintes fonctionnelles, physiques, mentales, sensorielles ou de santé qui peuvent restreindre la capacité d'une personne à accéder à un emploi, à exercer certaines tâches ou à maintenir une participation pleine et continue au marché du travail, avec ou sans mesures d'adaptation.
Milieu rural	Le milieu rural désigne un territoire caractérisé par une faible densité de population, une occupation du sol peu urbanisée et une organisation socioéconomique souvent distincte des centres urbains, notamment en ce qui concerne l'accès aux services, à l'emploi et aux infrastructures.
Travail non rémunéré	Le travail non rémunéré désigne l'ensemble des activités productives réalisées sans rémunération monétaire, incluant notamment les soins aux proches, le bénévolat et les tâches domestiques, qui contribuent au bien-être des individus et au fonctionnement de la société.

Proportion de la population selon le revenu familial selon le recensement

La majorité des femmes francophones en situation minoritaire enregistrent un revenu familial de moins de 150 000 $ (179 k$ en dollars de 2025), soit 65,6 % d'entre elles, tandis que 17,0 % disposent d'un revenu familial inférieur à 50 000 $ (59 k$ en valeur de 2025).

Ces tendances sont comparables à celles observées chez les hommes francophones et dans l'ensemble de la population, bien que les femmes soient légèrement surreprésentées dans les tranches de revenus supérieurs.

PROPORTION DE LA POPULATION SELON LE REVENU FAMILIAL

Canada minoritaire, 2025, en % de la population, en nombre

Revenu familial	Revenu équivalent indexé (2025)	Francophones		Ensemble de la population			Nombre de femmes francophones
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Total	
0-49 k$	0-59 k$	17,0 %	16,8 %	23,6 %	20,9 %	22,3 %	298 866
50-99 k$	60-119 k$	25,9 %	26,2 %	30,6 %	30,2 %	30,4 %	454 096
100-149 k$	120-179 k$	22,7 %	23,0 %	21,7 %	22,8 %	22,2 %	398 038
150-199 k$	180-239 k$	15,3 %	15,4 %	11,9 %	12,9 %	12,4 %	269 329
200 k$ et +	240 k$ et +	19,1 %	18,6 %	12,1 %	13,2 %	12,7 %	335 421
Total		**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**100,0 %**	**1 755 750**

Note : Les revenus présentés sont initialement pour l'année 2020, mais ont été ajustés à 2025 selon l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) de Statistique Canada.

Sources : Statistique Canada (Recensement de 2021, tableaux 17-10-0005-01 et 18-10-0005-01), analyse RCGT.

Constats des groupes de discussion : apports de la langue française

Le français comme langue d'usage

- Le français constitue un atout professionnel dans certains secteurs (éducation, administration publique et organismes communautaires) où il est possible d'obtenir une prime à cet effet. Le français facilite l'accès à des postes ciblant des candidates bilingues. Dans plusieurs milieux de travail, l'anglais est même nécessaire pour accéder à certains postes ou les maintenir.
- Plusieurs femmes rapportent un désavantage lié à l'accent, qui entraîne une diminution de leur crédibilité, perçue dans des milieux majoritairement anglophones :
    - L'impact de l'accent est encore plus important dans les régions plus rurales, où la diversité est moins présente.

Défis associés à la francophonie

- Des défis administratifs persistent, comme la non-reconnaissance des accents dans certaines provinces, ce qui entraîne des écarts entre les noms légaux et les documents officiels. Les problèmes liés aux accents dans les documents officiels peuvent ultimement affecter l'identité et la confiance des femmes francophones, qui ne sont pas en mesure de faire reconnaître leur nom réel.
- Les services offerts en français sont souvent moins accessibles, générant des délais plus longs et une charge supplémentaire (traduction, suivis, démarches, etc.) :
    - Les participantes ont expliqué que l'accès aux services en français demeure insuffisant dans plusieurs régions, surtout celles rurales ou nordiques, ce qui les oblige souvent à fonctionner en anglais dans leur vie quotidienne;
    - Les femmes ont rapporté que l'accès aux soins en français est souvent difficile, surtout pour celles qui ne parlent pas l'anglais, ce qui complique la navigation dans le système de santé.
- Les participantes ont expliqué que les documents soumis en français sont parfois moins bien reçus dans les milieux anglophones et peuvent être perçus comme un irritant.
- La langue est également un vecteur d'identité, de cohésion communautaire et un élément central dans la transmission culturelle, particulièrement pour les mères en milieu minoritaire.

Constats des groupes de discussion : diversité, immigration et francophonie

Barrières linguistiques et reconnaissance des acquis

- La maîtrise de l'anglais est déterminante pour accéder à un emploi qualifié, mais c'est encore plus vrai pour les immigrantes qui peuvent aussi faire face à des obstacles liés à la non-reconnaissance de leurs diplômes et à la discrimination liée à leur statut.
- Les femmes immigrantes francophones doivent souvent accepter des postes sous-qualifiés en raison d'une reconnaissance limitée de leurs diplômes lors de leur arrivée :
    - Certaines femmes mentionnent que les nouvelles arrivantes francophones se font souvent montrer le chemin vers les domaines de l'éducation ou de la santé. C'est pour cette raison que les participantes soulignent que les femmes francophones immigrantes se retrouvent surreprésentées dans des emplois sous-payés et peu valorisés (p. ex. : garderie, éducation, etc.).
- Les processus de reconnaissance varient fortement selon les provinces, entraînant de doubles démarches ou des impossibilités d'exercer un métier (p. ex. : infirmières, enseignantes, médecins, etc.).
- Les accents francophones sont parfois source de discrimination ou de perception négative de compétence.

Discrimination et obstacles systémiques

- Les femmes immigrantes francophones subissent une accumulation de barrières liées à leur genre, à leur statut migratoire et à leur appartenance linguistique :
    - Difficultés rapportées dans l'accès au logement et aux emplois bilingues, et présence de discrimination envers les francophones dans certaines provinces (p. ex. : Colombie-Britannique et Maritimes);
    - Les femmes immigrantes subissent des obstacles amplifiés lorsqu'elles viennent de pays non occidentaux ou sont unilingues francophones;
    - Isolement accru dans le Nord et dans les régions rurales où la francophonie est très minoritaire.

Intégration communautaire par les organismes locaux

- Les organismes francophones jouent un rôle majeur dans l'intégration professionnelle et sociale des femmes francophones immigrantes (réseaux de femmes, services pour immigrantes, programmes de leadership, etc.).
- Les femmes issues de la diversité (minorité visuelle ou de genre, immigrante, autochtone, etc.) soulignent un certain recul par rapport aux cinq dernières années, notamment pour la diversité, l'immigration et la réconciliation.

Constats des groupes de discussion : emplois en éducation, en santé et dans les administrations publiques

- Les femmes se dirigent davantage vers l'éducation, la santé, les services sociaux et l'administration publique.
- Ces métiers sont traditionnellement féminins, ce qui pourrait contribuer à attirer des femmes. Ce sont également des domaines sécurisants, car les femmes qui y travaillent sont entourées de femmes, et ce sont des emplois avec des échelles salariales définies, qui offrent des conditions intéressantes pour les femmes. Il s'agit également de domaines où les femmes peuvent naturellement prendre leur place.
  - Du côté des femmes francophones en éducation, ce sont effectivement des emplois très valorisés dans la francophonie, surtout avec l'émergence des écoles d'immersion francophones qui cherchent à attirer des enseignantes francophones. Par ailleurs, pour les femmes immigrantes, les secteurs de l'enseignement et de la petite enfance figurent souvent parmi les premières orientations qui leur sont proposées dès leur arrivée. C'est aussi le cas pour plusieurs femmes qui ne sont pas en mesure de faire reconnaître leurs acquis en provenance d'ailleurs (avocate, médecins, etc.). Finalement, les horaires des enseignantes sont plus faciles à concilier avec la vie de famille;
  - Pour les emplois en administration publique, la maîtrise des deux langues officielles constitue un atout majeur et même financier, ce qui incite de nombreuses femmes francophones à s'orienter vers ces emplois.
- Les secteurs non traditionnels (fabrication et métiers spécialisés) demeurent peu accessibles en raison de perceptions et de biais (manque de sérieux, accent, préjugés sur la maternité, etc.). Certains de ces secteurs nécessitent également des études supérieures qui peuvent être difficiles d'accès en français.
- Les exigences administratives et linguistiques diffèrent entre provinces, ce qui complique les mobilités professionnelles, particulièrement en santé et en éducation :
  - Des participantes ont indiqué que, dans les provinces maritimes comme l'Île-du-Prince-Édouard, l'Alberta ou les Territoires du NordOuest, les infirmières formées à l'étranger doivent réussir un test d'anglais pour exercer leur métier, ce qui constitue un frein.
- Le manque de places en garderies francophones constitue un obstacle majeur à la formation, à l'emploi et à la conciliation travail-famille, ce qui peut être considéré comme un facteur influençant un emploi dans les garderies ou en éducation.

Constats des groupes de discussion : travail non rémunéré, charge mentale et implication communautaire

- Les femmes ont la perception que les 15 heures de travail non rémunéré par semaine énoncées dans les résultats du sondage ne sont pas suffisantes, notamment car les femmes sous-estiment généralement leur travail invisible.
- Il existe une charge mentale accrue pour les femmes francophones en milieu minoritaire :
  - Le maintien du français au foyer repose majoritairement sur les mères (trouver les activités en français ou les contacts sociaux, transmission linguistique, etc.);
  - Les femmes francophones doivent souvent conduire sur de longues distances pour offrir des services en français à leurs enfants;
  - Dans plusieurs régions, l'éloignement géographique par rapport à la famille prive les femmes francophones d'un soutien familial essentiel, ce qui les oblige à recréer un réseau d'entraide local, une démarche souvent plus complexe que celle de pouvoir compter spontanément sur l'aide d'un proche pour des besoins comme la garde des enfants;
  - La lourdeur de la traduction est également à considérer dans la charge familiale.
- Ultimement, le fardeau de la transmission linguistique peut également constituer un frein à l'apprentissage de l'anglais chez les femmes francophones et ainsi avoir un impact sur leur parcours professionnel.
- Les femmes francophones sont fortement sollicitées pour des conseils d'administration et des activités bénévoles, particulièrement dans les milieux minoritaires et non rémunérés. Ce travail est essentiel au maintien des services en français, mais alourdit la charge invisible. Ce fardeau est généralement sous-estimé et sous-reconnu.
- La charge familiale et communautaire, qui est plus élevée chez les femmes francophones, influence les choix professionnels (p. ex. : choisir un emploi à temps réduit, stable ou plus flexible).
- Une des solutions énoncées est d'impliquer les hommes dans le débat, afin de partager la compréhension des enjeux liés au travail invisible et à la charge mentale et de favoriser une répartition plus équitable des responsabilités familiales et communautaires.

Constats des groupes de discussion : femmes francophones en affaires et en entrepreneuriat

- Plusieurs femmes se lancent dans l'entrepreneuriat par nécessité plutôt que par choix, en raison d'un marché du travail peu accessible aux francophones, notamment en milieu rural.
- Les femmes francophones entrepreneures rencontrent des difficultés d'accès au financement en raison de biais financiers et linguistiques :
  - Les participantes indiquent que la barrière linguistique complexifie les démarches administratives et financières, ralentissant la croissance de leurs entreprises. Les concepts financiers ne s'expriment pas de la même façon en français et en anglais, ce qui les oblige à traduire mentalement l'information lors des rencontres bancaires, rallonge les démarches et complique la compréhension. Elles ajoutent que la terminologie financière est plus difficile à maîtriser en anglais, que la confiance accordée par les institutions financières aux femmes francophones est moindre et qu'elles se sentent souvent moins prises au sérieux dans ces interactions.
  - Le développement des affaires est limité par la nécessité d'exercer des activités dans un environnement professionnel majoritairement anglophone.
- Les entrepreneures francophones doivent souvent adapter leurs stratégies pour ne pas être restreintes au marché francophone, perçu comme trop étroit, et accéder au marché anglophone représente un défi majeur.
- Les entrepreneurs francophones ont souvent besoin de fonctionner en anglais, ce qui peut rallonger les procédures (documentation, franchisage, communications, etc.).
- Les réseaux francophones d'affaires jouent un rôle important pour soutenir l'entrepreneuriat féminin, mais leur disponibilité varie selon les régions (p. ex. : programmes locaux, « business sisters », etc.). À titre indicatif, ils sont moins présents dans les secteurs ruraux pour accompagner les entrepreneures. Ces réseaux permettent le développement professionnel, la création d'entreprises et l'accès à des ressources adaptées.

équité salariale et pouvoir d'achat

Équité salariale

- L'écart salarial entre les hommes et les femmes est toujours présent et il est accentué pour les femmes francophones et immigrantes. Selon l'expérience des femmes présentes, des hommes anglophones obtiennent souvent des postes mieux rémunérés malgré leur manque d'expérience.
- Les responsabilités confiées aux femmes ne s'accompagnent pas toujours du titre ni du salaire correspondant.
- Ultimement, lorsqu'un groupe de femmes s'organisent pour faire valoir leurs droits, elles peuvent être traitées négativement.
- Les accents créent des biais quant aux perceptions de compétence. Ainsi, les francophones font face à un double désavantage lié à l'accent et au statut minoritaire.
- L'immigration et le manque de reconnaissance des diplômes renforcent l'écart de rémunération.
- Dans certains milieux privés, les femmes francophones sont désavantagées, contrairement aux secteurs communautaires francophones où l'écart est perçu comme moindre.
- Parmi les solutions proposées figure la divulgation des échelles salariales pour tous les employés d'une entreprise.

Pouvoir d'achat

- Le coût de la vie croissant accentue les difficultés, particulièrement dans les métiers féminisés. Les femmes francophones choisissent en plus forte proportion des métiers qui sont moins bien payés, comme ceux en enseignement. Ainsi, comme le coût de la vie est plus cher aujourd'hui, ce sont ces femmes qui sont les plus touchées, notamment parce que leur revenu disponible augmente moins vite que pour celui des professions hautement rémunérées.



ALLIANCE DES FEMMES DE LA
FRANCOPHONIE CANADIENNE

450, rue Rideau, bureau 302, Ottawa ON K1N 5Z4

affc.ca @AFFCfemmes @affcfemmes alliance-des-femmes-de-la-francophonie-canadienne